

# La gestion du matériel létal dans les situations de conflit : actuels défis et opportunités pour la Facilité européenne pour la paix

Par Eric G. Berman  
Septembre 2022



*International  
Peace Information  
Service vzw*



**Government Offices of Sweden**  
Ministry for Foreign Affairs

## SYNOPSIS

Cet article a pour objet de montrer comment l'équipement appartenant aux contingents (EAC) dans le cadre d'opérations de soutien de la paix (OSP) et le matériel létal que ces missions récupèrent et gèrent sont souvent saisis et remis en circulation. À la lumière de la récente mise en place de la Facilité européenne pour la paix (FEP), cet article identifie les mécanismes et initiatives que l'Union européenne (UE) - et d'autres - peuvent utiliser pour aider à protéger le matériel létal et réduire le risque qu'il soit détourné ou utilisé abusivement.

L'article s'articule autour de trois axes. La Partie I expose une brève étude de cas des défis auxquels les OSP font face dans la région du bassin du lac Tchad, parmi lesquels les attaques contre le personnel de sécurité et la perte de matériel létal. La Partie II étudie le contexte continental et mondial plus large des défis auxquels les OSP sont confrontées. Elle montre que l'expérience dans la région du bassin du lac Tchad n'est pas une aberration et que la perte d'EAC dans les zones de conflit est un problème mondial. La Partie III explore les cadres de contrôle des armes qui existent au niveau régional et le soutien aux éléments de programmes de gestion des armes et munitions (GAM). Elle prête une attention particulière aux conventions juridiquement contraignantes sur le contrôle des armes légères et de petit calibre de la Communauté économique des États de l'Afrique Centrale et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, puisque leurs membres sont des contributeurs particulièrement actifs aux OSP. Elle se penche également sur l'efficacité de certaines initiatives populaires de renforcement des capacités et de formation.

L'article se conclut par un résumé des constatations essentielles et suggère quelques pistes à suivre pour une utilisation plus efficace des investissements et des ressources de l'UE, pour aider à faire en sorte que les EAC utilisés dans les OSP soient comptabilisés et protégés correctement, et pas seulement en Afrique. Ce message est d'autant plus urgent à la lumière des quantités considérables d'EAC que les militants saisissent aux forces de sécurité étatiques et de la récente décision de l'UE de fournir du matériel létal par l'intermédiaire de la FEP. Cet article n'est pas un plaidoyer contre la fourniture de matériel létal en vue de compléter les efforts destinés à promouvoir la paix et la sécurité, mais il signale quelques pièges à le faire sans un système de freins et contrepoids, ainsi qu'une plus grande responsabilisation.

***Eric G. Berman** est directeur de l'initiative S4 (Sauvegarde des Stocks du Secteur de la Sécurité) et chercheur invité au Programme d'études africaines de l'Université Northwestern (Evanston, Illinois). Auparavant, il a été directeur du Small Arms Survey. Il a publié de nombreux articles sur la paix et la sécurité en Afrique, notamment sur la prolifération des armes légères et les opérations de soutien de la paix.*

# ÉDITORIAL

## La gestion du matériel létal dans les situations de conflit : actuels défis et opportunités pour la Facilité européenne pour la paix

Anvers, septembre 2022

Ce document est une traduction du rapport [\*The management of lethal materiel in conflict settings: existing challenges and opportunities for the European Peace Facility\*](#) publié en anglais en septembre 2021.

**Illustration de la couverture :** Capture d'écran d'une vidéo de propagande montrant un véhicule blindé FV101 Scorpion britannique capturé lors de l'attaque d'une base militaire perpétrée par l'État islamique en Afrique de l'Ouest en décembre 2018. © The *Defense Post*

**Auteur :** Eric G. Berman

**Cartes, base de données et graphiques :** Eric G. Berman, Alexandre Jaillon, Thomas Muller

Pour de plus amples informations, veuillez contacter : [director@S-4.org](mailto:director@S-4.org)

**Traduction de l'anglais :** Home Office translations

Traduction financée par le ministère des Affaires étrangères de Suède.



Government Offices of Sweden  
Ministry for Foreign Affairs

**Mise en page :** SAKADO

**Citation recommandée :** E. G. Berman, La gestion du matériel létal dans les situations de conflit : actuels défis et opportunités pour la Facilité européenne pour la paix, IPIS, Anvers, septembre 2022.

L'**International Peace Information Service (IPIS)** est un institut de recherche indépendant qui fournit des informations, des analyses et un renforcement de capacités sur mesure pour soutenir les acteurs qui veulent réaliser une vision de paix continue, de développement durable et de respect des droits de l'Homme.

L'**Initiative (S<sup>4</sup>) « Sauvegarde des Stocks du Secteur de la Sécurité »** s'efforce de réduire la perte d'équipement appartenant aux contingents et de matériel récupéré dans les situations de conflit à travers la promotion des bonnes pratiques, des cadres de contrôle des armes et de la responsabilisation.

D/2022/4320/08

# TABLE DES MATIÈRES

<b>SYNOPSIS</b> .....	<b>2</b>
<b>ÉDITORIAL</b> .....	<b>3</b>
<b>REMARQUE DE L'AUTEUR</b> .....	<b>6</b>
<b>REMERCIEMENTS</b> .....	<b>7</b>
<b>LISTE DES ACRONYMES</b> .....	<b>8</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>9</b>
<b>1. PERTES DE PERSONNEL EN UNIFORME ET DE MATÉRIEL LÉTAL DANS LA RÉGION DU BASSIN DU LAC TCHAD</b> .....	<b>11</b>
1.1. Attaques contre le personnel du secteur de la sécurité dans la région du lac Tchad.....	<b>12</b>
1.1.1. <i>Manque d'équipement (en état de marche)</i> .....	<b>13</b>
1.1.2. <i>Corruption endémique</i> .....	<b>14</b>
1.1.3. <i>Moral en berne</i> .....	<b>14</b>
1.1.4. <i>Lacunes dans la préparation au combat</i> .....	<b>15</b>
1.2. Perte de matériel létal .....	<b>16</b>
<b>2. LA PERTE D'EAC DE MATÉRIEL RÉCUPÉRÉ : UN DÉFI MONDIAL</b> .....	<b>22</b>
2.1. Expériences d'opérations de paix des Nations unies et d'autres opérations dirigées par l'Afrique.....	<b>22</b>
2.2. Surveillance et gestion du matériel non EAC .....	<b>28</b>
2.2.1. <i>Programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)</i> .....	<b>28</b>
2.2.2. <i>Mesures de confiance et de règlement des conflits</i> .....	<b>29</b>
2.2.3. <i>Autres mesures et initiatives</i> .....	<b>29</b>
<b>3. LES CADRES DE CONTRÔLE DES ARMES ET DE REDDITION DE COMPTES</b> .....	<b>31</b>
3.1. Cadres régionaux africains de contrôle des armes légères et de petit calibre .....	<b>32</b>
3.2. Initiatives remarquables de formation et d'équipement .....	<b>35</b>
<b>CONCLUSIONS</b> .....	<b>37</b>
Résultats essentiels.....	<b>37</b>
Considérations pour que l'UE aille de l'avant .....	<b>38</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>41</b>

## Liste des encadrés

**Encadré 1 :** Attaque de la base militaire de Jilli : « la faute à pas de chance » ? ..... 15

**Encadré 2 :** AMISOM : défis similaires à la FMM concernant les attaques et la sécurité du matériel .....27

## Liste des cartes

**Carte 1 :** Sélection d'événements significatifs de perte de stocks du secteur de la sécurité dans la région du bassin du lac Tchad, janvier 2015 – avril 2021 ..... 18

**Carte 2 :** Opérations de Paix des Nations unies ayant subi des pertes d'équipement létal appartenant aux contingents ..... 24

## Listes des tableaux

**Tableau 1 :** Nombre de décès parmi le personnel en uniforme de la FMM suite au conflit avec Boko Haram (2015-2020) ..... 12

**Tableau 2 :** Les trois niveaux de pertes « significatives » de matériel des stocks du secteur de la sécurité ..... 17

**Tableau 3 :** Exemples choisis de matériel utilisé par Boko Haram, ou récupéré auprès des factions pour illustrer la dynamique des situations de conflit ..... 20

**Tableau 4 :** Personnel des Nations unies tué lors d'opérations de paix des Nations unies (1948-2020) ..... 23

**Tableau 5 :** Exemples choisis de matériel létal probablement perdu lors d'opérations de paix des Nations unies ..... 26

**Tableau 6 :** Sélection d'organisations régionales africaines ayant mis en place des cadres de contrôle des armes légères et de petit calibre ..... 33

**Tableau 7 :** États membres de la CEEAC et de la CEDEAO et leur participation à des OSP sélectionnées ..... 34

## REMARQUE DE L'AUTEUR

La version originale de cet article ayant été achevée en avril 2021, certains développements majeurs dans la région du bassin du lac Tchad et dans l'Union européenne (UE) méritent d'être mentionnés ici même s'ils ne sont pas consignés dans le manuscrit ou ne sont mentionnés que de manière indirecte.

En tête de ces événements, la mort d'Abubakar Shekau, le leader de la Congrégation des Compagnons du Prophète pour la propagation de la tradition sunnite et la guerre sainte (JAS, en arabe), une des deux principales factions de Boko Haram. En mai, il a été tué ou s'est suicidé plutôt que d'être fait prisonnier (ou pire) par l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO), l'autre principale faction. (Dans la presse populaire, Shekau était souvent cité comme le leader de Boko Haram, mais le groupe s'est divisé en deux en 2016.)

Nombre des partisans de Shekau auraient depuis prêté allégeance à l'EIAO, qui, de ce fait, deviendra probablement un ennemi plus redoutable pour les acteurs étatiques actifs dans la région du bassin du lac Tchad. L'article reconnaît l'existence à la fois de JAS et de l'EIAO, mais ne fait aucune distinction entre eux lorsqu'il aborde les attaques des forces de sécurité et la prolifération de matériel létal. Le décès de Shekau n'affecte pas les résultats et recommandations de l'article.

Certains développements à Bruxelles méritent également d'être cités. En juillet, l'EU a décidé de mettre en place une autre mission de formation militaire en Afrique, au Mozambique cette fois. L'article constate les défis auxquels les missions de formation de l'UE (EUTM) existantes font face en République centrafricaine, au Mali et en Somalie. Les obstacles rencontrés par une EUTM au Mozambique seront probablement semblables à d'autres engagements de ce type en termes de sécurité du personnel de l'UE et d'un partenaire qui pourrait vraisemblablement profiter de la fourniture de matériel létal tout comme de la formation. L'UE peut également choisir de soutenir, financièrement et/ou militairement, la force dirigée par l'Afrique approuvée en juin par la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) pour soutenir le Mozambique. Cet article se concentre sur les mécanismes de contrôle des armes de deux autres organisations régionales africaines, mais constate que la CDAA a conclu un accord juridiquement contraignant sur le contrôle des armes légères et de petit calibre. L'UE devrait étudier et utiliser, le cas échéant, les systèmes de freins et contrepoids que le Protocole de la CDAA contient en matière de gestion des armes et munitions.

En outre, l'UE a commencé à rendre compte de ses plans concernant un Cadre méthodologique intégré (CMI) destiné à soutenir le travail de la Facilité européenne pour la paix (FEP). Le CMI identifie quatre principes essentiels qui contribueront à son travail : conformité, protection, proportionnalité et contrôles. Toutefois, l'UE n'a donné que peu de détails lors de la diffusion d'un bref résumé à propos de cet instrument à la fin du mois de mars 2021. La conclusion fait référence à cette importante initiative et formule quelques suggestions spécifiques quant à ce que le CMI pourrait faire (et fait peut-être déjà). Toutes les recommandations figurant dans l'article complètent les vastes principes du cadre ou y font écho et nous espérons qu'elles seront par conséquent relativement faciles à prendre en compte.

### **Eric G. Berman**

Directeur, Initiative S<sup>4</sup>

Borex, Suisse

11 août 2021

# REMERCIEMENTS

J'ai grandement apprécié les occasions qui m'ont été données par l'International Peace Information Service (IPIS) et le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM) de mener à bien cette étude. J'adresse ma reconnaissance particulière à Volker Hauck (ECDPM) pour ses critiques constructives et ses judicieuses corrections, à Ashley Neat (ECDPM) pour la même chose en plus de son aide précieuse à la recherche, à Didier Verbruggen (IPIS) pour ses précieux commentaires et à Filip Reyniers (IPIS) pour son enthousiasme et ses encouragements. Ce fut également un plaisir de travailler avec Robin van Hontem, Alexandre Jaillon et Thomas Muller, trois graphistes et cartographes expérimentés qui m'ont aidé à concevoir et développer les cartes de l'article, et avec Jorinde van der Horst et Roel Thoné qui ont habilement pris en charge la coordination des innombrables étapes de la production et de la mise en page.

Je remercie également les personnes suivantes d'avoir consacré leur temps et leurs efforts afin d'obtenir des informations, de vérifier des faits ou de me présenter des experts et praticiens : Murtala Abdullahi ; Nikhil Acharya ; Holger Anders ; Obi Anyadike ; Mitchell Berman ; James Bevan ; Christian Clark ; Jean Constantinesco ; Col. Cedric Denier ; Ian Dupont ; Mike Dziedzic ; Dan Eizenga ; Gén. Babacar Gaye ; Claudio Gramizzi ; David Häfner ; Michael Hands ; Asch Harwood ; Paul Holtom ; Beatrix Immenkamp ; Damien Jusselme ; Oliver Jütersonke ; Nicholas Kabcenell ; Missak Kassongo ; Tomas Kontogeorgos ; Matthias Krötz ; Emile LeBrun ; Mike Lewis ; Sara Lindberg Bromley ; Ariel Litke ; Abdulrahman M ; Giovanna Maletta ; Sanni Mamma ; Stijn Mitzer ; Einas Mohammed ; Gén. Kurt Mosgaard ; Yakin Mwanza ; Col. Hypolithe ; Marie Lobjoy ; Jean Ndougou ; John Sunday Ojo ; Col. Ollo Alain Palé ; Daniel Prins ; Katherine Prizeman ; Lucile Robin ; Gén. Martin Rupiya ; Matt Schroeder ; Edward Stoddard ; Vikram Sukra ; Savannah de Tessières ; Col. Bedda Gatabi Tumushabe ; Elizabeth Umlas ; Karl Wagner ; Paul Williams ; Simon Yazgi ; et Jacob Zenn.

J'exprime également ma gratitude à toutes les personnes qui m'ont aidé, mais m'ont demandé de ne pas les citer.

Bien entendu, malgré ces contributions opportunes, les informations, analyses et avertissements donnés dans le rapport relèvent de la seule responsabilité de l'auteur.

# LISTE DES ACRONYMES

<b>AMISOM</b>	Mission de l'UA en Somalie
<b>CBLT</b>	Commission du bassin du lac Tchad
<b>CDA</b>	Communauté de développement de l'Afrique australe
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>CEEAC</b>	Communauté économique des États de l'Afrique Centrale
<b>DDR</b>	Désarmement, démobilisation et réintégration
<b>EAC</b>	Équipement appartenant aux contingents
<b>ECOMOG</b>	Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group - Groupe de surveillance du cessez-le-feu de la CEDEAO
<b>EIAO</b>	État islamique en Afrique de l'Ouest
<b>EIIL</b>	État islamique en Iraq et au Levant
<b>FC-G5S</b>	Force conjointe du G5 Sahel
<b>FEP</b>	Facilité européenne pour la paix
<b>FMM</b>	Force multinationale mixte
<b>G5S</b>	Groupe des cinq pays du Sahel
<b>GAM</b>	Gestion des armes et munitions
<b>JAS</b>	Jama'atu Ahlis Sunna[h] Lidda'awati w'al Jihad [Congrégation des Compagnons du Prophète pour la propagation de la tradition sunnite et la guerre sainte]
<b>ONU</b>	Nations unies
<b>OSP</b>	Opérations de soutien de la paix
<b>PCT</b>	Pays contributeur de troupes
<b>Programme d'action</b>	Programme d'action des Nations unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects
<b>PSSM</b>	Sécurité physique et gestion des stocks
<b>RDC</b>	République démocratique du Congo
<b>RECSA</b>	Centre régional sur les armes légères dans la Région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et des États limitrophes
<b>S<sup>4</sup></b>	Sauvegarde des Stocks du Secteur de la Sécurité
<b>UA</b>	Union africaine
<b>UE</b>	Union européenne
<b>ZGL</b>	Zone de gouvernement local



# INTRODUCTION

L'Union européenne (UE) et ses États membres réalisent de lourds investissements dans des opérations de soutien de la paix (OSP) partout dans le monde. Outre ses contributions financières significatives ainsi que les militaires détachés pour les opérations de paix des Nations unies (ONU),<sup>1</sup> l'UE a complété ce soutien par le biais de sa Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique (APF) qui soutient l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) de l'Union africaine (UA) et diverses initiatives européennes telles que les missions et opérations de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) et les projets de réforme du secteur de la sécurité (RSS) dans les zones de conflit.<sup>2</sup> De plus, de nombreux États membres de l'UE participent à des programmes bilatéraux d'aide militaire avec des pays qui entreprennent des OSP. Certains fournissent également des hommes sur le terrain à la fois dans le cadre de missions de l'ONU et de coalitions ad hoc entre pays volontaires, comme l'Opération Barkhane et la Task Force Takuba.

La nouvelle Facilité européenne pour la paix (FEP) représente de nouvelles opportunités significatives pour les États membres de l'UE et divers partenaires en termes de soutien des actions de Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) dans les domaines militaire et de la défense.<sup>3</sup> La FEP, qui a été officiellement mise en place par décision du Conseil du 22 mars 2021, fournira 5 milliards d'euros à cette fin sur la période de 2021 à 2027, environ deux fois les dépenses réalisées durant la période de 2004 à 2019 (ICG, 2021, p. 4). La FEP remplace le Mécanisme Athena et la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique, qui cesseront d'exister, et reprendra les aspects militaires et liés à la défense auparavant pris en charge par ces deux instruments. La FEP poursuivra également le financement des OSP dirigées par l'UA. En outre, la FEP permettra à l'UE de soutenir directement des pays partenaires bilatéralement dans les domaines militaire et de la défense, notamment par le biais de la fourniture d'équipement militaire afin d'améliorer les capacités de défense de ces partenaires. La FEP permet maintenant d'apporter un soutien à la fois aux pays contributeurs de troupes (PCT) et aux organisations régionales à l'échelle mondiale et plus seulement à, et à travers, l'Union africaine, comme c'était le cas auparavant avec l'APF.

Cependant, la FEP suscite de nouvelles inquiétudes,<sup>4</sup> un élément de cet outil en particulier : le potentiel de fourniture de matériel létal pour soutenir les opérations de paix. Assurément, la frustration qu'il y a à investir dans la formation du personnel du secteur de la sécurité à des aptitudes que les bénéficiaires ne peuvent mettre en œuvre par manque d'équipement a souvent été exprimée dans le passé et vaut la peine d'être abordée et résolue.<sup>5</sup> Toutefois, la fourniture de matériel létal s'accompagne de hauts risques, comme l'utilisation abusive de l'équipement par les armées nationales ou les armes qui tombent entre les mains de militants. Comment l'UE peut-elle atténuer ces risques en encourageant au mieux les sauvegardes et les mécanismes de suivi lorsqu'elle fournit du matériel létal par l'intermédiaire de la FEP ? De même, comment l'UE peut-elle garantir au mieux que sa nouvelle flexibilité ne sape pas le rôle de l'UA d'encouragement de bonnes pratiques sur le continent concernant la gestion des armes et munitions (GAM) dans le cadre des OSP ?

Le présent article s'articule autour de trois axes. Tout en se concentrant principalement sur des expériences dans la région du bassin du lac Tchad, et sur les acteurs africains, les préoccupations qu'il signale et les actions qu'il recommande ne se limitent pas au contexte africain.

- 
- 1 Les 27 membres de l'UE supportent actuellement 23,9 pour cent des coûts des opérations de paix de l'ONU (calculs basés sur l'AGNU, 2018). Le pourcentage de l'UE était plus important autrefois quand s'y ajoutaient le Royaume-Uni et des économies plus importantes par rapport à des pays non membres de l'UE. En 2005 par exemple, les États membres de l'UE (qui étaient alors au nombre de 25) assumaient 38,6 pour cent du budget du maintien de la paix de l'ONU (calculs basés sur l'AGNU, 2003). Les dépenses annuelles des Nations unies pour le maintien de la paix ont atteint 7 milliards USD de 2008 à 2017 (GPF, n.d.).
  - 2 Cf. Tardy (2013) pour certains exemples et chiffres spécifiques.
  - 3 Le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM) a entrepris trois études notables axées sur la FEP : Deneckere, 2019 ; Deneckere, Neat et Hauck, 2020 ; et Hauck, 2020. D'autres articles et rapports sur la FEP à noter sont, notamment, Furness et Bergmann, 2018 ; Hauk et Mutschler, 2020 ; et ICG, 2021.
  - 4 Quarante organisations de la société civile (principalement en Afrique et en Europe, mais également en Asie et en Amérique du Nord, ainsi que plusieurs actives à l'échelle internationale) ont signé une déclaration conjointe en novembre 2020 pour signaler leur préoccupation concernant la FEP (NHC, 2020).
  - 5 De nombreuses études soulignent le décrochage entre les attentes et les capacités et les défis de la coordination de divers acteurs soutenant l'amélioration de la sécurité concernant les missions de formation de l'UE (p. ex., cf. Cold-Ravnkilde et Nissen, 2020 ; Hellquist et Sandman, 2020 ; Hickendorff et Acko, 2021 ; Williams et Ali, 2020).

La Partie I présente une brève étude de cas sur des attaques contre le personnel du secteur de la sécurité et la perte de matériel létal dans la région du bassin du lac Tchad. Le conflit y fait rage depuis plus de dix ans et ne montre aucun signe d'apaisement malgré des investissements significatifs en vies humaines et en moyens financiers réalisés par les autres membres riverains du lac - le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria - qui constituent la colonne vertébrale de la Force multinationale mixte (FMM) autorisée par l'UA. (Le Bénin, qui n'est pas membre de la CBLT, est également contributeur de quelques troupes pour la force.) Cette partie apporte une réponse à deux questions : quels sont les défis auxquels le personnel en uniforme est confronté ; quelle est l'ampleur et la portée du matériel perdu ? Ces questions sont intéressantes pour l'UE en raison de la fourniture potentielle de matériel létal dans le cadre de la FEP et de l'aide apportée par l'UE au financement de la FMM depuis 2017 (ICG, 2020, p. 7). De plus, le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a signalé des preuves de coordination et de coopération croissantes entre les organisations extrémistes violentes opérant dans le Sahel et celles actives dans la région du bassin du lac Tchad (CSNU, 2020a, § 2).

La Partie II fait la lumière sur le contexte continental et mondial plus large d'attaques contre le personnel en uniforme et la perte de matériel. L'expérience de la perte d'équipement appartenant aux contingents (EAC) dans la région du bassin du lac Tchad est-elle une aberration ? En un mot : non.<sup>6</sup> La question est importante et mérite une réponse plus longue et une certaine contextualisation. Cette question était essentiellement la même que celle que les décideurs avaient posée à la suite d'une étude initiale sur les expériences d'OSP au Soudan et au Soudan du Sud qui étaient largement axées sur des attaques contre des soldats de la paix au Darfour (cf. Berman et Racovita, 2015). En effet, il est par la suite devenu évident que le nombre d'attaques était plus important que ce que disaient les rapports, de même que l'ampleur des pertes. Une étude d'expériences d'opérations de paix des Nations unies souligne que le défi ne se limite pas aux opérations menées en Afrique ou aux PCT africains. La FEP étant un instrument mondial, il est important de comprendre que le contrôle des EAC en zones de conflit est un défi mondial.

La Partie III explore les cadres de contrôle des armes qui existent au niveau régional et le soutien aux éléments de programmes de GAM. Elle prête une attention particulière aux conventions de contrôle des armes légères et de petit calibre de la Communauté économique des États de l'Afrique Centrale et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (respectivement CEEAC et CEDEAO) puisque les membres de ces deux organisations sont des contributeurs actifs de personnel en uniforme pour les opérations de paix et puisque leurs accords sont juridiquement contraignants et contiennent des références explicites aux OSP.<sup>7</sup> Cette partie étudie également de nombreux efforts, parmi lesquels ceux de l'UE et des membres de l'UE, visant à fournir à ces États un soutien matériel et formatif. L'UE serait bien inspirée de tirer davantage profit de ces diverses mesures de contrôle, en particulier vu le rôle que l'UE et plusieurs de ses États membres ont joué dans leur développement et leur mise en place. De plus, pour promouvoir des OSP efficaces, l'UE ne peut se préoccuper uniquement de protéger le matériel qu'elle peut fournir aux PCT ou à la mission par l'intermédiaire de la FEP. Elle devrait également œuvrer pour s'assurer que le matériel létal que les troupes et la mission récoltent ou gèrent d'une autre manière ne soit pas remis en circulation et ne soit pas utilisé pour nuire au personnel en uniforme ou saper l'efficacité de la mission.

L'article se conclut par un résumé des constatations essentielles et suggère quelques pistes à suivre pour une utilisation plus efficace des investissements et des ressources de l'UE, pour aider à faire en sorte que les EAC utilisés dans les OSP soient comptabilisés et protégés correctement. Ce message est d'autant plus urgent à la lumière des quantités considérables d'EAC que les militants saisissent aux forces de sécurité étatiques et de la récente décision de l'UE de fournir du matériel létal par l'intermédiaire de la FEP en vue de soutenir son aide financière et son aide au renforcement des capacités. Cet article ne plaide pas contre la fourniture de matériel létal en vue de compléter les efforts destinés à promouvoir la paix et la sécurité, mais il signale quelques pièges à le faire sans un système de freins et contrepoids, de même que sans une plus grande responsabilisation.

---

6 Dans le même ordre d'idées, les expériences des pays riverains du lac Tchad en termes de perte de matériel létal aux mains de groupes armés ne sont pas spécifiques à la région. Pour des études régionales et mondiales utiles sur la prolifération des armes aux mains de groupes armés non étatiques impliquant une pratique nationale non optimale, cf. Florquin, Lipott et Wairagu, 2019 ; et Demuynck, Mehra et Bergema, 2020, respectivement.

7 En particulier, la convention de la CEDEAO fait référence aux « opérations de paix » et la convention de la CEEAC parle d'« opérations de maintien de la paix » (ECOWAS, 2006, § 11 ; et CEEAC, 2010, § 22 ; respectivement).

# 1. PERTES DE PERSONNEL EN UNIFORME ET DE MATÉRIEL LÉTAL DANS LA RÉGION DU BASSIN DU LAC TCHAD

Les efforts pour vaincre Boko Haram ont sans doute aggravé la situation. L'élimination du leader initial du mouvement, Mohammed Yusuf, par le Nigeria en 2009 a créé de nouveaux défis pour le Nigeria - et la région. Avec le successeur de Yusuf, Abubakar Shekau, les attaques du groupe sont devenues plus intrépides et plus mortelles et se sont étendues à un grand nombre des 36 États du Nigeria au début des années 2010.<sup>8</sup> Il est devenu évident pour les voisins du Nigeria que, sans contrôle, les militants étaient une menace directe pour le bien-être de leur propres citoyens. La Commission du bassin du lac Tchad (CBLT)<sup>9</sup> a pris plusieurs décisions qui ont abouti à la mise en place de la FMM.<sup>10</sup> Peu après, en 2015, Shekau a prêté allégeance à l'État islamique en Iraq et au Levant (EIL), entraînant un éclatement de son groupe en 2016.<sup>11</sup> Aux fins du présent article, aucune distinction n'est opérée entre ces factions et le terme « Boko Haram » est utilisé pour décrire les deux (même si aucun de ces groupes ne s'appelle par ce nom).<sup>12</sup> Le conflit a fait plus de 40 000 victimes (Campbell, 2021) et des millions de personnes en ressentent les effets.<sup>13</sup>

Bien que les deux principales factions de Boko Haram diffèrent sur de nombreux aspects,<sup>14</sup> elles sont le reflet l'une de l'autre en ce qui concerne une caractéristique importante : la manière dont elles se procurent du matériel. L'insurrection de Boko Haram n'est pas un exemple de guerre par procuration. Aucun pays voisin n'a fourni au groupe du matériel létal ni ne lui a donné asile pour l'entraînement ou le recrutement en contrepartie de l'une des actions du pays concerné ailleurs ou pour l'influencer d'une autre manière. Quelle est donc l'explication de la longévité du groupe ? La réponse réside dans ses attaques fructueuses contre les forces de sécurité de la région et la saisie de leur matériel létal - à la fois des armes légères et de petit calibre et des systèmes d'armes conventionnelles de plus grande envergure.

Ce chapitre étudie les attaques de Boko Haram contre le personnel en uniforme et la perte de matériel du secteur de la sécurité qui en résulte. Cela prouve les risques associés à la fourniture d'équipement létal et la facilité avec laquelle ce matériel peut tomber entre de mauvaises mains. Ces expériences pertinentes peuvent être prises en compte par l'UE qui peut en tirer des leçons lorsqu'elle réalise des activités de soutien et fournit de l'équipement létal par l'intermédiaire de la FEP. L'analyse s'inspire largement du S<sup>4</sup> Data Set (Sauvegarde des Stocks du Secteur de la Sécurité) de l'auteur, basé principalement sur des infor-

---

8 Avant 2010, les raids menés par les partisans de Yusuf avaient tendance à se concentrer sur les postes de police, principalement dans les États de Born et Yobe (Mantzikos, 2014, p. 64). Sous Shekau, toutefois, le groupe a entrepris des attaques de grande envergure contre des cibles à la fois civiles et étatiques - tuant chrétiens et musulmans sans distinction - dans plus d'une douzaine d'États nigériens (Copeland, 2013, p. 3).

9 La CBLT, créée en 1964, comprenait au départ les quatre pays en bordure de ce qui était alors le lac Tchad : le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria. Assez paradoxalement, le lac s'est réduit, mais le nombre de membres de l'organisation a augmenté : la République centrafricaine et la Libye l'ont rejointe respectivement en 1994 et 2008. Pour de brèves informations de fond utiles sur l'histoire et la dynamique de l'organisation, cf. Galeazzi, et al., 2017.

10 Bien qu'initialement institution inter-gouvernementale axée sur la gestion responsable des ressources du lac, ses membres se sont hasardés aux matières de sécurité en 1994 et ont pris des mesures supplémentaires les années suivantes. La menace croissante que Boko Haram faisait peser a donné un élan au dépoussiérage et à la revitalisation de mécanismes existants et au développement de nouveaux mécanismes (cf. Abada, et al., 2020).

11 En mars 2015, Shekau a officiellement prêté allégeance à l'EIL et son groupe est devenu l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO). Une fissure s'est développée dans le leadership l'année suivante et Shekau a été évincé. Il appelle la faction qu'il dirige la Congrégation des Compagnons du Prophète pour la propagation de la tradition sunnite et la guerre sainte (ou JAS en arabe). « Boko Haram » se réfère fréquemment à JAS et est parfois utilisé pour décrire à la fois JAS et l'EIAO.

12 Yusuf n'utilisait pas non plus ce terme pour décrire le mouvement ou ses partisans (ICG, 2010b, p. 36). De plus, le nom lui-même est fréquemment mal interprété comme « les livres sont interdits » ou « l'éducation occidentale est un péché ». Sa signification plus fidèle est, sans doute, plus localisée et moins universelle (cf. Murphy, 2014). Une traduction plus proche de la réalité serait « l'influence étrangère (les coutumes étrangères) n'est (ne sont) pas appréciée(s) (ou bienvenue(s)) ».

13 Des millions de personnes ont été déplacées. Les moyens d'existence et l'accès aux soins de santé et à l'éducation de nombreuses personnes ont été gravement perturbés. Un récent instantané des Nations unies sur l'appui humanitaire dans la sous-région remarque de 12,5 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, dont près de trois millions ont été déplacées et plus de 4 millions font face à des niveaux alarmants d'insécurité alimentaire (UN OCHA, 2020).

14 On a beaucoup écrit sur les différences des deux factions en termes de doctrine religieuse et de traitement des musulmans (p. ex. Mahmood et Ani, 2018), d'utilisation des femmes et des filles lors des attaques (p. ex. Pearson, 2018) et de doctrine militaire (p. ex. Stoddard, 2019).

mations de source ouverte. La base de données comprend plus de 500 rapports d'incidents d'attaques contre le personnel du secteur de la sécurité dans la région du bassin du lac Tchad depuis janvier 2015 dont une faction de Boko Haram est l'auteur présumé.

## 1.1. Attaques contre le personnel du secteur de la sécurité dans la région du lac Tchad

Il est difficile d'obtenir des données officielles concernant les attaques contre le personnel du secteur de la sécurité, mais des rapports suggèrent que la situation dans la région du bassin du lac Tchad est grave. De nombreux pays sont réticents à partager des informations sur les victimes parmi leur personnel en uniforme.<sup>15</sup> Selon le Nigeria Security Tracker (NST) relevant du Conseil des affaires étrangères, plus de 2 000 membres du personnel en uniforme du secteur de la sécurité sont morts au cours du conflit depuis 2015 (cf. Tableau 1).<sup>16</sup> Aussi alarmants que soient ces chiffres, ils sous-estiment probablement la réelle ampleur et la réelle portée de ces pertes subies au sein du personnel de sécurité des quatre pays du bassin du lac Tchad. Un monument à la mémoire des compagnons d'armes tombés depuis 2013 érigé au quartier général des opérations militaires nigérianes dans le nord-est du Nigeria portait en 2018 le nom de plus de 1 300 soldats. Selon certaines estimations, 600 soldats seraient morts rien qu'au cours d'une période de six mois en 2018 (Anyadike, 2018). Plus de 100 soldats camerounais ont perdu la vie dans les attaques perpétrées par Boko Haram en 2014 et 2015 (ICG, 2016c, p. 22). Trois attaques distinctes contre des cibles policières à N'Djamena en juin 2015 ont fait plus de 100 victimes, parmi lesquelles des douzaines de morts, dont beaucoup étaient des membres de la police (BBC, 2015a ; RTS, 2015).<sup>17</sup>

**Tableau 1 – Nombre de décès parmi le personnel en uniforme de la FMM suite au conflit avec Boko Haram (2015-2020)**

Pays	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
<b>Cameroun</b>	36	9	1	0	21	0	67
<b>Niger</b>	14	57	0	19	22	20	132
<b>Nigeria</b>	134	157	171	425	642	423	1952
<b>Tchad</b>	1	4	9	0	34	169	217
<b>Total</b>	<b>185</b>	<b>227</b>	<b>181</b>	<b>444</b>	<b>719</b>	<b>612</b>	<b>2368</b>

**Note/avertissement :**

Les données des décès parmi le personnel en uniforme sont les suivantes : « Cameroun » couvre les événements dans la région de l'Extrême-Nord ; « Tchad » couvre les événements dans la région du lac ; « Niger » couvre les événements dans la région de Diffa ; et « Nigeria » couvre les événements dans les États d'Adamawa, Borno et Yobe. Par conséquent, lorsqu'un soldat du pays X meurt dans le pays Y, la mort de ce soldat est enregistrée dans les statistiques du pays Y. Les soldats du Cameroun, du Tchad et du Niger sont tous morts en combattant des factions de Boko Haram au Nigeria. (Il est possible de ces décomptes incluent des morts de troupes béninoises servant dans la FMM. Dans ce cas, ces nombres seraient très réduits.)

Source : Correspondance écrite avec Asch Harwood, responsable de Red Hook Media. Lab et chercheur associé pour Council on Foreign Relations, 5 avril 2021

- 15 Par exemple, le Nigeria a été accusé d'enterrer les corps de ses soldats dans un cimetière secret la nuit afin d'échapper aux projecteurs des médias et au regard scrutateur du public (Parkinson, 2019).
- 16 Plus de mille décès s'ajouteraient aux chiffres si les données de la période de 2012 à 2014, qui ne comprennent que les décès nigériens, étaient incluses (correspondance écrite avec Asch Harwood, responsable de Red Hook Media Lab et chercheur associé pour Council on Foreign Relations, 5 avril 2021).
- 17 Les forces de sécurité du Niger ont également été durement touchées par des groupes armés non étatiques, mais davantage dans le nord et l'ouest du pays que dans le sud-est où des factions de Boko Haram sont actives. Sur une période de 30 jours, en décembre 2019 et janvier 2020, trois attaques dans la région de Tillabéry ont tué ou blessé plus de 200 soldats (S<sup>4</sup> Data Set, n.d.).



*Enterrement de certains des soldats nigériens tués lors de l'attaque de Boko Haram sur la base militaire de Metele, dans l'État de Borno, en novembre 1998. © Channelstv*

Comment s'expliquent le nombre d'attaques contre le personnel en uniforme et le nombre de morts dans la région du bassin du lac Tchad ? Une partie de la réponse est la malchance. Les soldats de la paix et le personnel de sécurité qui travaillent dans une zone de conflit active sont confrontés à de graves menaces. Ils détiennent quelque chose que les militants veulent : le matériel. Et ils représentent l'État, que les militants veulent, sinon vaincre, à tout le moins gêner et démoraliser. Il est particulièrement difficile de se défendre contre des embuscades organisées contre des patrouilles, des convois, des mouvements de troupes et des escortes.

Cela dit, le manque d'équipement (en état de marche), un leadership défaillant, le manque de formation et le moral en berne représentent d'importants facteurs de causalité des pertes de vies humaines et de matériel subies par les acteurs du secteur de la sécurité. Les exemples donnés sont orientés vers les acteurs nigériens, reflétant ainsi le fait que le sol nigérien est le foyer de la plupart des attaques perpétrées par Boko Haram et que les médias nigériens sont comparativement solides et actifs, ce qui n'est pas surprenant étant donné que la population nigérienne est trois fois plus nombreuse que celle du Cameroun, du Tchad et du Niger réunis. L'encadré 1 (cf. infra) montre judicieusement comment la convergence de ces facteurs peut contribuer aux pertes subies lors d'une attaque. Chaque défi est expliqué séparément ci-dessous.

### 1.1.1. Manque d'équipement (en état de marche)

La mauvaise qualité et la quantité insuffisante de matériel létal et non létal destiné au secteur de la sécurité sont des problèmes de longue date. Robert Postings (2019b) résume l'ampleur du problème au Nigeria « qui va des bottes aux chars » et a compilé un certain nombre de doléances des soldats concernant l'insuffisance de vêtements blindés et de munitions, ainsi qu'à propos de « chars qui ne tirent que deux fois, de transports de troupes blindés qui roulent pendant 10 à 15 minutes avant de surchauffer, de mitrailleuses qui s'enraient et d'obus de mortier qui n'explosent pas ». Ces problèmes ne se basent pas sur des comptes rendus anecdotiques. Ils sont systémiques (cf. Kiley, 2014 ; Ross, 2015 ; ICG, 2016b ; Anyadike, 2018 ; Postings, 2019a ; Postings, 2019b).<sup>18</sup> Une situation similaire a touché les premiers efforts des forces de sécurité camerounaises déployées contre Boko Haram.<sup>19</sup>

18 Les militaires sont parfaitement conscients du problème. Par exemple, un article dans une publication de l'Académie de défense nigérienne reconnaît l'effet préjudiciable que les défauts logistiques ont eu sur les résultats de l'Opération Zaman Lafiya (Osakwe et Adu, 2017a, p. 4).

19 Le matériel des soldats (p. ex. les vêtements blindés, les armes, les jumelles de vision nocturne) avait tendance à être vétuste, peu fiable ou en pénurie (ICG, 2016c, p. 22).

### 1.1.2. Corruption endémique

La corruption contribue largement à expliquer le manque d'équipement. Elle est endémique au sein de la société nigériane et l'actuel Président Muhammadu Buhari l'a reconnu, faisant de la lutte contre la corruption un élément central de sa première campagne présidentielle en 2015.<sup>20</sup> Mais le défi auquel le pays est confronté est colossal (Ojo, et al., 2019) et les progrès ont été lents et inégaux (Page, 2018). Le gouverneur de l'État de Borno, Babagana Zulum, s'est répandu en injures contre la corruption enracinée au sein du corps militaire, allant de l'extorsion aux postes de contrôle (Haruna, 2020) aux accusations implicites contre les militaires de prolonger intentionnellement le conflit à leurs fins personnelles (Ross, 2020).<sup>21</sup> Les malversations au sein du secteur de la défense ne se limitent en aucun cas au Nigeria. Le problème touche la majeure partie du monde, ailleurs aussi dans la sous-région.<sup>22</sup>

### 1.1.3. Moral en berne

Sans grande surprise, ces divers manquements ont eu un impact significatif sur le moral des hommes et des femmes en uniforme. La corruption qui se traduit par un matériel inutilisable, inexistant ou rationné aurait clairement un effet démotivant sur les personnes servant sur les lignes de front.<sup>23</sup> La corruption oblige également à trouver des solutions créatives aux défis opérationnels susceptibles d'être bien plus que sous-optimales : elles peuvent avoir des conséquences mortelles (Abdullahi, 2020). Les périodes de service prolongées représentent un autre problème harassant. De nombreux rapports indiquent que des soldats servent pendant des années et ne sont redéployés qu'après un bref répit (Anyadike, 2018). Même les troupes d'élite ont fait montre de manque de discipline en raison du traitement qu'elles considèrent comme inacceptable,<sup>24</sup> l'épuisement dû à d'incessants déploiements pouvant être un facteur qui y contribue (Daniel, 2018).<sup>25</sup> Et les paiements sont souvent incomplets ou retardés. En plus de ne pas être armés et payés correctement, les soldats sont aussi mal nourris et mal logés. Des soldats auraient demandé de la nourriture et des fournitures de literie à des responsables humanitaires (Munshi, 2018). Les soldats estiment aussi que les soins médicaux qu'ils reçoivent sont inacceptables (Anyadike, 2018).

---

20 Le Centre pour la démocratie et le développement (CDD) a suivi les diverses promesses anti-corruption (et autres) de Buhari au cours de ses campagnes présidentielles victorieuses de 2015 et 2019 et a mis au point un « Buharimètre » pour évaluer les progrès. (Cf. CDD, 2020, pour un aperçu des réalisations et des manquements sur une période de cinq ans).

21 Le gouverneur n'est pas un ami des militants non plus. Son convoi a été victime de deux embuscades en une semaine en septembre 2020, dont l'une à l'aide d'un DBIED (engin explosif improvisé porté par un âne). Les attaques ont fait de nombreux morts, mais le gouverneur n'en faisait pas partie (BBC, 2020).

22 Un audit gouvernemental au Niger, par exemple, a établi que la corruption a entraîné le détournement de 120 millions de dollars dans le cadre de pratiques récentes d'approvisionnement de matériel militaire (Aksar, 2020). Au Niger également, un directeur de prison, aidé par un officier de l'armée, a vendu des armes à Boko Haram (Mangan et Nowak, 2019, p. 11). La corruption est un problème très répandu parmi les acteurs du secteur public au Cameroun et les forces de sécurité seraient impliquées dans de nombreuses activités illégales, parmi lesquelles la course aux armes et le détournement de fonds publics (ICG, 2010a, pp. 9-11). Les rapports faisant état d'irrégularités persistent. En juin 2017, par exemple, des soldats camerounais servant dans la FMM ont bloqué une route principale dans l'Extrême-Nord pour protester et attirer l'attention sur leurs allégations de vol de leur pension par des officiers supérieurs (ICG, 2017b).

23 Des soldats au Nigeria se sont plaints qu'on ne pouvait attendre de leur part qu'ils combattent Boko Haram, un adverse mieux armé, en recevant seulement 30 balles et aucune ration de nourriture (VOA, 2016). Cela explique les nombreux cas où de grands nombres de troupes disparaissent lorsque leurs positions sont attaquées. Une fois encore, ce problème n'est pas propre au Nigeria. Au Niger, le gouvernement a identifié des dizaines de membres du personnel en uniforme, parmi lesquels des officiers, qui n'ont pas été efficaces ou ont déserté leur poste après une attaque de militants contre la base militaire de Bosso. La perte de personnel ainsi que d'équipement au cours de l'attaque a exacerbé les tensions préexistantes au sein des troupes en lien avec la mauvaise gestion de l'effort de guerre par leur hiérarchie (ICG, 2017a, p. 13).

24 En août 2018, les forces spéciales nigérianes ont refusé d'embarquer à Maiduguri pour une expédition dans un endroit qu'elles estimaient moins hospitalier et considérablement plus risqué que ce qu'elles escomptaient. Ces soldats ont tiré en l'air en signe de protestation et ont menacé d'abattre un officier commandant si celui-ci se montrait. La situation a été maîtrisée avant qu'elle ne dégénère davantage (Sahara Reporters, 2018).

25 Ces exemples concernent des expériences au sein des forces armées nigérianes. Répétons-le, les problèmes et défis ne se limitent pas au Nigeria. ICG écrit sur des problèmes similaires rencontrés par les soldats camerounais dans l'Extrême-Nord et fait état d'un cas où un soldat a tiré sur son officier commandant et l'a tué (ICG, 2018, p. 4).

#### 1.1.4. Lacunes dans la préparation au combat

Le personnel en uniforme a parfois aussi facilité la tâche des assaillants, même lorsque ce personnel possède les aptitudes et le matériel requis pour faire face à des forces ennemies. Par exemple, on a rapporté le comblement de tranchées et le démantèlement de barrières périmétriques rudimentaires, mais efficaces. Des lacunes dans la préparation au combat (comme ne pas porter l'équipement de protection fourni) et une réduction du nombre de patrouilles et de soldats en service de sentinelle pourraient expliquer en partie les décès dont Boko Haram est responsable parmi les soldats lors d'une attaque d'une base militaire camerounaise (de Marie Heungoup, 2017).

#### **Encadré 1 – Attaque de la base militaire de Jilli : « la faute à pas de chance » ?**

Le 14 juillet 2018, des militants ont lancé un raid contre une base militaire à Jilli, dans l'État de Yobe. La base abritait la 22e Brigade de la force opérationnelle de la 81e Division basée à Lagos (Anyadike, 2018). Les assaillants sont arrivés dans des véhicules peints aux couleurs de l'armée et portaient des uniformes de l'armée. Les portes de la base leur auraient été ouvertes (AFP, 2018).<sup>26</sup>

La base n'était pas préparée à se défendre. L'unité, qui était arrivée sur place moins d'un mois plus tôt, était très loin d'être au complet. Des chars qui leur étaient destinés étaient toujours en révision ailleurs au moment de l'incident. Des armes d'équipes étaient disponibles, mais les mitrailleuses étaient vieilles et peu fiables, s'arrêtant par intermittence au cours des tirs. Les fusils d'assaut des soldats n'étaient pas de taille face aux armes des assaillants, qui comprenaient des fusils antiaériens. De plus, les soldats avaient été pris au dépourvu : les uniformes étaient en cours de distribution au moment de l'attaque (Ilo, 2018). Pour aggraver encore les choses, les obus de mortier tirés pour se défendre n'ont pas explosé. Les bunkers et obstacles défensifs destinés à empêcher l'entrée dans la base devaient encore être édifiés. De nombreux soldats du contingent n'avaient terminé leur formation que depuis peu et n'étaient pas aguerris au combat. Un sergent qui a survécu à l'attaque a expliqué que le moral sur la base avant l'incursion était au plus bas (Anyadike, 2018).

Le bilan humain de l'attaque de la base militaire nigérienne a été lourd. Sur les 734 personnes en uniforme de la base au moment de l'attaque, 63 ont réussi à rejoindre une autre base militaire à quelque 60 km de là (Abubakar, 2018). Plus de 60 soldats ont été tués et 50 blessés (Ilo, 2018). Des centaines sont restés portés disparus pendant plusieurs jours après l'attaque. Même trois mois plus tard, dans un article de presse détaillé sur l'incident, l'armée a officiellement reconnu que ses troupes avaient subi (seulement) 31 décès, malgré les nombreux rapports des médias faisant état de 200 soldats toujours « portés disparus » (Anyadike, 2018).

Les assaillants ont saisi de considérables quantités de matériel létal et non létal. Les assaillants ont emporté trois des camions mitrailleurs de la base et en ont détruit quatre autres, qu'ils n'ont pas réussi à emporter (Ilo, 2018). Le camion du commandant de la brigade (rempli de matériel de communication) et une ambulance comptaient également parmi les autres véhicules confisqués. À côté des armes et des munitions, de nouveaux uniformes de l'armée, du pétrole et des lubrifiants ainsi que quinze jours d'approvisionnement en nourriture pour la brigade faisaient partie du butin (Ogundipe, 2018).

26 Dans un autre compte rendu, les assaillants ont forcé le passage à travers le portail avec une puissance de feu supérieure (cf. Anyadike, 2018).

## 1.2. Perte de matériel létal

La perte de matériel en conséquence directe de ces attaques est substantielle. Un camion mitrailleur, équipé d'une mitrailleuse, transportera fréquemment plusieurs boîtes de munitions en bande, soit des centaines de cartouches de munitions.<sup>27</sup> Un soldat peut porter sur lui au moins deux ou trois magasins de 20 ou 30 balles chacun. Lorsqu'une base est envahie, les armes d'équipes comme les mitrailleuses, les mortiers et l'artillerie tractée et autopropulsée seront souvent laissées sur place, tout comme les véhicules peu protégés et les véhicules blindés. Comme nous l'avons remarqué plus haut, la fiabilité et l'efficacité de ces véhicules et équipements sont parfois discutables. Cependant, une grande partie de ce matériel est en assez bon état pour être utile aux militants.

L'équipement appartenant aux contingents saisi aux forces de sécurité régionales éclipse probablement le matériel reçu par d'autres canaux d'approvisionnement. Les groupes armés obtiennent des armes et munitions de nombreuses façons. Selon les rapports, les armes sont arrivées au Nigeria en provenance de conflits régionaux par le biais du marché noir (CAR, 2020 ; Florquin, Lipott et Wairagu, 2019, p. 34 ; IRIN, 2014 ; Onuoha, 2013 ; SBM, 2020). Les artisans locaux sont également une source de matériel létal (Nowak et Gsell, 2018), tout comme les soldats corrompus (VOA, 2016). Et Boko Haram aurait la capacité de fabriquer lui-même du matériel létal, comme des roquettes (BBC, 2015b). Des informations anecdotiques suggèrent que l'EIL a fourni de nombreux services à sa province, mais que le matériel militaire ne provient pas d'eux (Foucher, 2020). Au début de l'année 2017, toutefois, le commandant de la FMM, le major-général Lo Adeosun, a reconnu que la plupart des équipements que sa force avait récupérés auprès des militants venaient de positions militaires que les insurgés avaient eux-mêmes attaqués (Besheer, 2017). Quatre ans plus tard, c'est toujours le cas, en dehors du fait que la quantité de matériel détenu par les insurgés a fortement augmenté (S<sup>4</sup> Data Set, n.d.).

Les pertes d'EAC sont également dues à leur abandon forcé. Parfois, les troupes quittent la base avant une attaque imminente ou remarquée. Elles peuvent le faire à la suite d'ordres directs ou eu égard à des considérations tactiques. Parfois, des quantités substantielles d'armes conservées en réserve à la base peuvent être emportées par les forces quittant la base. D'autres fois, les armes qui ne peuvent être emportées sont détruites ou rendues inutilisables. Cependant, souvent, le matériel tombe aux mains de l'ennemi. Des contraintes logistiques ou une mauvaise planification peuvent également jouer un rôle : les militants ont récupéré des véhicules militaires que les soldats avaient dû abandonner par manque de carburant (Ross, 2015).

Le S<sup>4</sup> Data Set dénombre plus de 500 incidents depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 où des forces de sécurité auraient été attaquées par l'une des deux principales factions de Boko Haram. Les militants ont frappé à la fois des cibles mobiles (p. ex. des patrouilles, des mouvements de troupe et de convoi et des escortes) ainsi que des cibles statiques (p. ex. des postes de contrôle, des bases opérationnelles avancées, des « Super Camps »<sup>28</sup> et des quartiers généraux de secteur). Ils l'ont fait dans trois États nigériens et trois régions dans trois pays voisins.

Plus de 100 des attaques enregistrées peuvent être décrites comme significatives en termes de pertes de matériel. Un incident « significatif » est défini comme un incident où l'un des trois critères suivants est rempli : (a) saisie de 10 armes ou plus ; (b) saisie de 1 000 cartouches de munitions ou plus ; ou (c) saisie d'1 camion mitrailleur - ou « technique » comme on appelle souvent ces véhicules - ou véhicule blindé ou plus.<sup>29</sup> L'article opère une distinction entre trois types de ces événements (cf. Tableau 2).

---

27 Une boîte de munitions 7,62mm en bande peut compter 200 cartouches au total, soit deux fois plus qu'un conteneur de munitions 12,7mm en bande. Un camion mitrailleur peut transporter de nombreuses boîtes de munitions.

28 L'armée nigérienne a lancé sa stratégie « Super Camp » en 2019. Elle a établi une vingtaine de grandes bases à des endroits où elles pourraient être mieux approvisionnées et protégées afin d'améliorer la sécurité des troupes (mais pas nécessairement au bénéfice de la population) (Wolf, 2020 ; Zenn, 2019).

29 Ce S<sup>4</sup> Data Set et les trois catégories d'événements « significatifs » diffèrent du Small Arms Survey's Peace Operations Data Set (PODS) de trois façons remarquables : (1) S<sup>4</sup> inclut les détournements d'EAC du secteur de la sécurité subis dans le cadre des OSP ainsi qu'en dehors ; (2) la méthodologie employée diffère en termes d'évaluation des niveaux de pertes lorsque les informations ne sont pas mises à disposition ; et (3) S<sup>4</sup> consigne les gros systèmes d'armes conventionnelles et le matériel non létal saisis.



**Tableau 2 – Les trois niveaux de pertes « significatives » de matériel des stocks du secteur de la sécurité**

Niveau	Quantités de matériel détourné				
	Armes		Cartouches de munitions		Techniques (ou véhicules blindés)
<b>Niveau 1</b>	10 – 49	ou	1.000 - 9.999	ou	1 – 4
<b>Niveau 2</b>	50 – 99	ou	10.000 - 99.999	ou	5 – 9
<b>Niveau 3</b>	100+	ou	100.000+	ou	10+

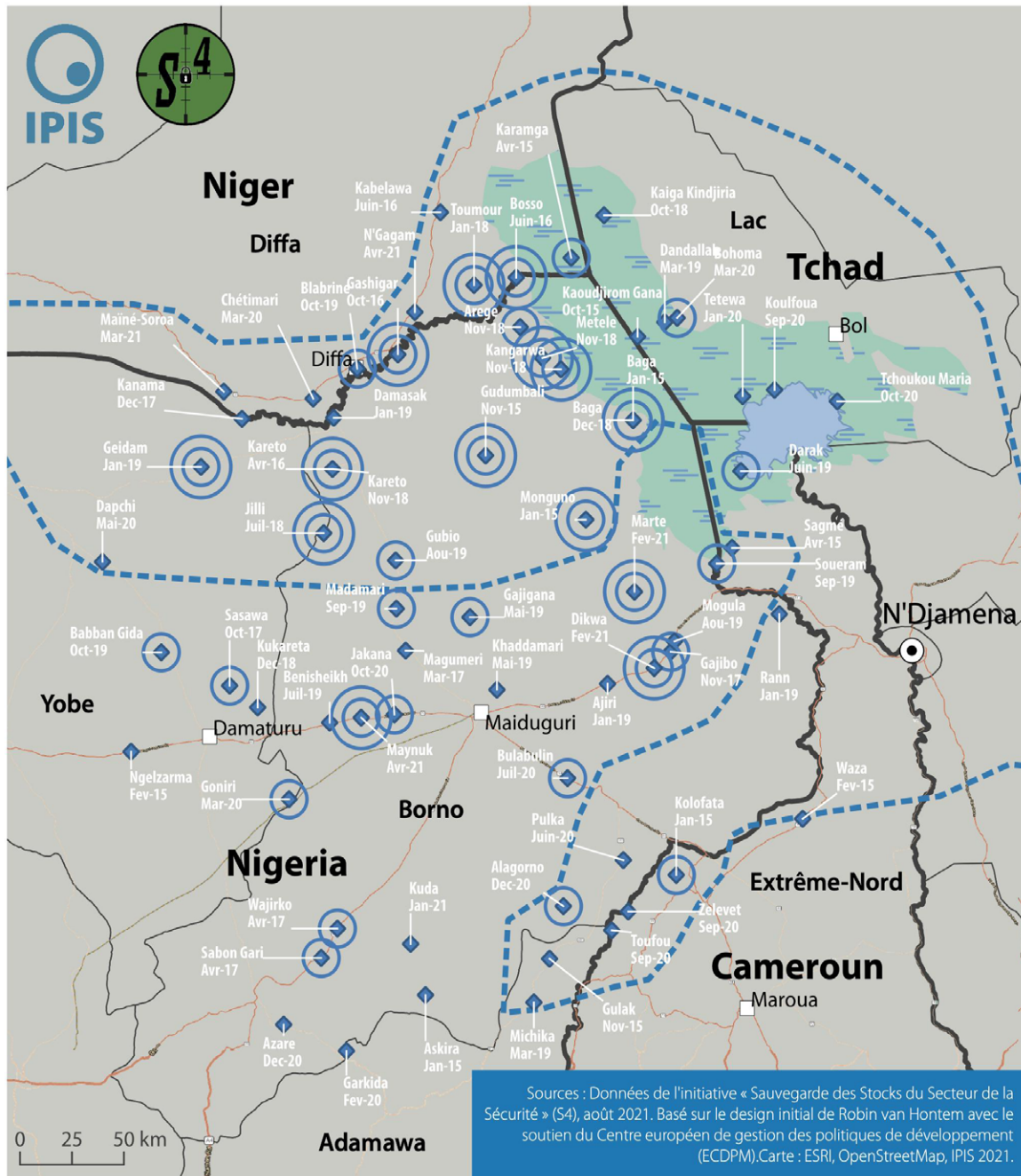
Septante événements « significatifs » concernant la perte probable d’armes, de munitions et de véhicules militaires sont enregistrés sur la Carte 1 (ci-dessous). Cela représente environ la moitié de ceux enregistrés dans la base de données qui pourraient avoir entraîné la saisie de 10 armes au moins, de 1 000 cartouches de munitions au moins ou d’un camion mitrailleur au moins. La portée géographique et l’inclusion d’attaques majeures expliquent largement la sélection des incidents présentés. Les événements impliquant la perte escomptée de matériel létal des stocks de l’État sont présentés dans 33 zones de gouvernement local (ZGL) dans trois États nigériens (dont 3 des 27 ZGL de Borno),<sup>30</sup> et 10 des 16 départements dans trois régions du Cameroun, du Tchad et du Niger voisins.<sup>31</sup> Cela donne une bonne idée de la large bande de territoires où les deux factions de Boko Haram sont actives.

Les informations détaillées sur les attaques sont rares et difficiles à obtenir, tandis que la désinformation (pour exagérer ou minimiser les pertes infligées ou subies) est largement répandue et facile d’accès. Des hypothèses ont été émises pour évaluer les pertes probables. Lorsque de meilleures informations sont mises à disposition, ces hypothèses sont revues et les catégories sont modifiées le cas échéant.

30 Le S<sup>4</sup> Data Set enregistre les attaques qui pourraient être qualifiées d’événements significatifs dans trois ZGL dans l’État d’Adamawa (Gombi, Machika et Madagali) et dans sept ZGL dans l’État de Yobe (Bursari, Damaturu, Fune, Geidam, Gujba, Tarmua et Yunusari). Les quatre ZGL à Borno pour lesquelles la base de données n’enregistre pas d’incident qui pourrait être qualifié de Catégorie 1 ou supérieure sont Kwaya Kusar, Maidugari et Shani.

31 Le S<sup>4</sup> Data Set inclut des cas considérés comme rencontrant les critères requis énoncés ci-dessus dans trois départements dans la région de l’Extrême-Nord du Cameroun (Logone-et-Chari, Mayo-Sava et Mayo-Tsanaga), trois départements de la région du lac Tchad (Fouli, Kaya, et Mamdi) et quatre départements dans la région de Diffa au Niger (Bosso, Diffa, Mainé Soroa et N’Guigmi). Le territoire où des événements significatifs ont été enregistrés serait élargi afin d’inclure l’État de Borno plus au sud et l’État d’Adamawa au nord si la période couverte incluait 2014 (cf., par exemple Ogala et Isine, 2015).

**Carte 1 : Sélection d'événements significatifs de perte de stocks du secteur de la sécurité dans la région du bassin du lac Tchad, janvier 2015 - avril 2021.**



Sources : Données de l'initiative « Sauvegarde des Stocks du Secteur de la Sécurité » (S4), août 2021. Basé sur le design initial de Robin van Hontem avec le soutien du Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM). Carte : ESRI, OpenStreetMap, IPIS 2021.

**Quantité de matériel perdu**

- ◆ Cat. 1 10-49 armes, et/ou 1 000-9 999 cartouches de munitions, et/ou 1-4 camions mitrailleurs (ou voitures)
- ◉ Cat. 2 50-99 armes, et/ou 10 000-99 999 cartouches de munitions, et/ou 5-9 camions mitrailleurs (ou voitures)
- ◉ Cat. 3 100+ armes, et/ou 100 000+ cartouches de munitions, et/ou 10+ camions mitrailleurs (ou voitures blindées)

**Lieux**

- ▭ Zone d'opération de la FMM
- Capitale du pays
- ◻ Capitale régionale
- Lac Tchad
- Prairies inondées



À travers des attaques contre des forces de sécurité régionales, Boko Haram a réussi à se procurer non seulement des armes légères et de petit calibre omniprésentes, mais aussi des armes lourdes et des véhicules militaires (cf. Tableau 3). Les armes à feu se composent de fusils d'assaut et de lance-roquettes destinés à être utilisés par un combattant individuel, ainsi que d'armes d'équipes comme les mitrailleuses lourdes (ML) et les pièces d'artillerie. Les systèmes d'armes conventionnelles de plus grande ampleur comprennent les véhicules blindés de transport de troupes (VBTT) et de nombreux véhicules blindés de combat équipés d'armements allant des mitrailleuses de 7,62 mm aux canons de char de 90 mm. Les systèmes lance-roquettes multiples autopropulsés (LRM) et les chars de combat tombés aux mains des insurgés sont conçus pour viser des cibles à des distances dépassant 16 km (ou 10 miles), ce qui rend la sécurité périmétrique très difficile.

Tout tableau rassemblant les armes saisies doit reconnaître plusieurs limitations et manquements potentiels. Les rapports présentent des lacunes, certaines informations étant biaisées à l'égard des pertes subies par les stocks nigériens.<sup>32</sup> Les rapports sur les pertes subies peuvent être sélectifs.<sup>33</sup> L'identification du matériel pourrait être imprécise<sup>34</sup> et le sous-titrage des vidéos des militants, sur lequel la plupart des analyses et rapports se basent, pourrait être trompeur. Des données également rassemblées et incluses proviennent de postes de la FMM et des gouvernements qui en font partie concernant le matériel que leurs forces ont récupéré lors d'opérations de nettoyage. Le tableau n'indique pas d'où proviennent les équipements cités. On ne sait non plus clairement si les armes ont été fabriquées sous licence ou ont été rétroconçues ou si elles fonctionnent toujours.<sup>35</sup> On ne sait non plus clairement si les armes citées ne représentent qu'un seul exemplaire (comme c'est le cas avec le Grad BM-21 LRM) ou si elles sont omniprésentes (p. ex. le fusil d'assaut Type 56).<sup>36</sup>



*Photo d'une vidéo de propagande montrant un système de roquettes à lancement multiple BM-21 russe capturé lors d'une attaque de la province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique contre une base militaire en décembre 2018. © The Defense Post.*

- 32 Au début de l'année 2015, un officier tchadien a remarqué que 40 pour cent de ce que ses forces récupéraient lors d'opérations contre Boko Haram étaient du matériel français (Vox Peccavi, 2015), mais seuls quatre systèmes d'armes sont cités dans le Tableau 3. Le chiffre mentionné aurait probablement été biaisé par le matériel que des militants dans la zone avaient récupéré plus tôt dans l'année et en 2014 lors d'attaques contre des forces camerounaises et qui ne représente pas un échantillon plus large ou plus récent.
- 33 Un pays peut être plus désireux de discuter de la perte d'équipement fabriqué à l'étranger que de la perte d'équipement fabriqué sur place. Et il pourrait y avoir des réticences à reconnaître la perte de systèmes d'arme particuliers.
- 34 Certaines erreurs sont faciles à comprendre, comme un véhicule blindé à six roues, désigné comme char de l'époque soviétique, connu pour être tracté (Sahara Reporters, 2014). D'autres sont probablement moins évidentes, pourraient ne pas être repérées, pourraient être relayées et citées comme faisant autorité.
- 35 Comme nous l'avons déjà mentionné, une grande partie de l'équipement utilisé par les forces de sécurité étatiques dans la région est en mauvais état. En outre, les systèmes d'armes conventionnelles nécessitent un savoir-faire, des pièces de rechange, des munitions et, pour les gros véhicules blindés comme les BTR, des quantités de carburant qui peuvent faire défaut (Grane, 2014).
- 36 D'après certains rapports, Shekau possédait au moins 150 techniques (ou camions mitrailleurs) rien qu'à son quartier général de Gwoza au début de l'année 2016 (ICG, 2016a, p. 3).

**Tableau 3 – Exemples choisis de matériel utilisé par les factions de Boko Haram, ou récupéré auprès de ces factions, pour illustrer la dynamique des situations de conflit**

Type de matériel	Modèle / type de munitions	Pays d'origine	Type de matériel	Modèle / type de munitions	Pays d'origine		
Munitions	Cartouche de fusil	(5.45x39mm)	Divers	Armes légères	Canon sans recul	SPG-9	Féd. russe
	Cartouche de fusil	(5.56x45mm)	Divers		ML	DShK	Féd. russe
	Cartouche de fusil	(7.62x39mm)	Divers		ML	KPV	Féd. russe
	Cartouche de fusil	(7.62x51mm)	Divers		ML	M02 Coyote	Serbie
	Cartouche de fusil	(7.62x54mmR)	Divers		ML	M2 Browning	États-Unis
	Cartouche ML	(12.7x99mm)	Divers		ML	NSV	Féd. russe
	Cartouche ML	(12.7x108mm)	Divers		ML	W85	Chine
Munitions	Cartouche ML	(14.5x114mm)	Divers	ML	ZPU-2	Féd. russe	
	Arme à sous munitions	BLG 66 Beluga	France	Lanceur RPG	M80 Zolja	Ex-Yougoslavie	
	Cartouche AA	APT-T 23x152mm	Chine	Lanceur RPG	RPG-7	Féd. russe	
	Cartouche LGA	(35x32mm)	Divers	Lanceur RPG	Tapez 69.	Chine	
	Cartouche LGA	(40x53mm)	Divers	LGA	QLZ-87	Chine	
	Grenade à main	SHG-60	Autriche	LGA	UAG-40	Ukraine	
	Grenade à main	SplHGR-80	Autriche	Mortier	(60/81/82/120mm)	Divers	
	Grenade à main	Type 86P	Chine	Mortier	ECIA L-65	Espagne	
	Cartouche RPG	F-7 HE FRAG	Corée du Nord	Autres systèmes d'armes conventionnelles	AFV	AML 60 Serval	France
	Cartouche RPG	OGi-7MA	Bulgarie		AFV	ERC 90 Sagaie	France
	Cartouche RPG	PG-7V/PG-7VM	Roumanie		Artillerie autopropulsée	BM-21 Grad	Féd. russe
	Cartouche RPG	RHEAT-7MA2	Bulgarie		Artillerie tractée	D-30	Féd. russe
	Cartouche RPG	RTB-7MA	Bulgarie		Artillerie tractée	Mod-56	Italie
	Obus de mortier	(60/81/82/120mm)	Divers		Camion mitrailleur	IVM G12	Nigeria
Roquette	(122 mm)	Divers	Char de bataille léger		BMP-1	Féd. russe	
Armes légères	Fusil d'assaut	AK-47 (+ variants)	Divers		Char de bataille léger	FV101 Scorpion	Royaume-Uni
	Fusil d'assaut	AK-74	Féd. russe		VMI	Cobra	Turquie
	Fusil d'assaut	AK-103	Féd. russe		VMI	KLTV	Corée du Sud
	Fusil d'assaut	Beryl M762	Pologne		VMI	Phantom II	EAU
	Fusil d'assaut	FN FAL	Belgique		VMI	VBL M11	France
	Fusil d'assaut	G3	Allemagne		VMI	Spartan Mk III	Canada
	Fusil d'assaut	Galil	Israël		MRAP	Caiman	Royaume-Uni
	Fusil d'assaut	K2	Corée du Sud	MRAP	CS/VP3	Chine	
	Fusil d'assaut	M21	Serbie	MRAP	Legion	Nigeria	
	Fusil d'assaut	Tavor TAR-21	Israël	MRAP	Reva	Afrique du Sud	
	Fusil d'assaut	Tapez 56.	Chine	Char de combat	Mk 3 Eagle	Royaume-Uni	
	Fusil sniper	AR-10 Super SASS	États-Unis	Char de combat	T-55	Féd. russe	
	Fusil sniper	Dragunov	Féd. russe	VBTT	4K 4FA	Autriche	
	Fusil sniper	M21	États-Unis	VBTT	4K 7FA	Autriche	
	Fusil sniper	M76	Serbie	VBTT	BTR-4	Ukraine	
	MAG	FN MAG	Belgique	VBTT	FV103 Spartan	Royaume-Uni	
	MAG	HK21	Allemagne	VBTT	Igirigi	Nigeria	
	MAG	M60	États-Unis	VBTT	MT-LB	Pologne	
	MAG	PK/PKM	Féd. russe	VBTT	Piranha	Suisse	

**Légende:**

- AA = Antiaérien
- AP = Autopropulsé
- EAU = Émirats Arabes Unis
- ML = Mitrailleur lourd
- VMI = Véhicule de mobilité de l'infanterie
- LGA = Lance-grenade automatique
- LRM = Lance-roquette multiple
- MAG = Mitrailleur d'appui général
- MRAP = Véhicule protégé contre les mines et les embuscades
- RPG = Lance-roquettes
- VBC = Véhicule blindé de combat
- VBTT = Véhicule blindé de transport de troupes

**Remarques :**

- Les mitrailleuses s'organisent en trois types : « léger » (tirant une cartouche d'un calibre inférieur à 7,62mm) ; « moyen » (tirant une cartouche d'un calibre de 7,62mm à 12,7mm exclu) ; et « large » (tirant une cartouche d'un calibre de 12,7mm à 20mm exclu). Aux fins de ce tableau, les mitrailleuses légères et moyennes sont réunies sous le terme « MAG ».
- Les mortiers s'organisent en trois types : « léger » (tir d'obus de calibre 60mm ou inférieur) ; « moyen » (tir d'obus de calibre entre 61 et 82mm) ; et « lourd » (avec un calibre 83mm et plus).

Sources : Calibre Obscura (2019a ; 2019b ; 2020) ; Postings (2019a ; 2019B) ; S 4 Data Set, n.d. ; Correspondance écrite avec Stijn Mitzer, Oryx, 15 mai 2021

En outre, cette liste est cumulative et n'est pas un instantané des avoirs actuels. Une partie de l'équipement saisi est reprise ou détruite. L'armée de l'air nigériane, par exemple, est fréquemment appelée après que des militants ont envahi l'une des bases de l'armée afin de poursuivre les assaillants. Le gouvernement a revendiqué la neutralisation réussie de certains des plus importants systèmes d'armes saisis (p. ex., un BM-21 Grad (Calibre Obscura, 2019a)) et certains EAC sont récupérés lors d'opérations de nettoyage (comme, au moins, un exemplaire d'obusier Oto-Melara Mod 56 105mm (Calibre Obscura, 2019a)). Par conséquent, la liste du matériel du Tableau 3 n'indique pas ce que possèdent actuellement les militants. Selon l'armée nigériane, ses forces ont récupéré 1 385 cartouches (sic) de munitions, 45 grenades et 95 fusils (en plus de plusieurs camions mitrailleurs récupérés et détruits) à Boko Haram entre le 18 mars et le 30 décembre 2020 (NASPRI, 2020).<sup>37</sup>

Néanmoins, la panoplie de matériel dont disposent les deux factions de Boko Haram est un motif d'inquiétude. Comme le montre le Tableau 3, le matériel d'au moins neuf États membres de l'UE a été identifié comme étant utilisé par des agents de Boko Haram. (À partir d'avril 2021, aucun des BTR T-72 utilisés par l'armée nigériane qui avait appartenu à la Hongrie et qui avait été négocié par la Tchéquie<sup>38</sup> n'a été signalé saisi).<sup>39</sup> Le problème des armes qui finissent par être utilisées d'une autre manière que celle prévue n'est pas spécifique à l'UE. Plus d'une douzaine d'autres pays de différentes parties du monde sont dans la même situation. Parmi ces pays, deux aspirent à rejoindre l'UE et un, le Royaume-Uni, était un État membre de l'UE jusqu'en décembre dernier. La perte de matériel et le matériel volé soulèvent des questions pour l'UE et ses États membres quant à la manière dont il est possible de réduire ce phénomène ou de l'empêcher de s'aggraver, en particulier à la lumière de sa nouvelle capacité à fournir de l'équipement légal par le biais de la FEP. La réponse à cette question est abordée dans la Partie III. Dans le prochain chapitre, nous démontrons que la situation dans la région du bassin du lac Tchad n'est pas une exception. En fait, elle illustre les défis qui doivent être relevés ailleurs. Ce constat est particulièrement pertinent pour la portée mondiale que la FEP a récemment acquise. La FEP devra prendre en compte le risque de perte de matériel et ses conséquences pas seulement en Afrique ou dans certaines circonstances, mais comme un phénomène qui se produit partout dans le monde.

---

37 Des communiqués de presse de routine de l'armée concernant les succès enregistrés contre les militants dans le cadre de l'Opération prolongée Lafiya Dole (« Peace by All Means », qui, en juillet 2015, a remplacé l'Opération Zaman Lafiya ou « We will live in peace », ICG, 2016a, p. 7) font état de saisies de (plusieurs) centaines de cartouches de munitions d'armes légères lors d'un seul engagement de récupération, ce qui suggère que le chiffre concernant les munitions récupérées est probablement une coquille. Cela dit, il est repris ici pour indiquer que les récupérations sont très réduites par rapport aux pertes.

38 La quantité exacte et les détails complets d'expédition des BTR T-72 précédemment détenus par la Hongrie que le Nigeria a commandés auprès de la société tchèque Excalibur Group ne sont pas clairs (Defense Web, 2015). Au moins quatre de ces véhicules ont été transportés de Tchéquie au Nigeria en janvier 2015 (Martin, 2015).

39 Une photo de propagande de militants d'une faction de Boko Haram se tenant sur un T-72 à l'arrêt, soi-disant saisi après une attaque contre une base militaire nigériane, a circulé en 2019. Toutefois, l'image ne permet pas de savoir clairement si les militants ont activement pris possession du véhicule. En outre, le BTR en question peut provenir d'un autre fournisseur que la Hongrie.

## 2. LA PERTE D'EAC DE MATÉRIEL RÉCUPÉRÉ : UN DÉFI MONDIAL

La perte de vies humaines et de matériel subie par les quatre principaux États participant à et aux côtés de la FMM est symptomatique d'un défi auquel sont confrontés de nombreux pays et organisations qui entreprennent des OSP de différents types dans le monde entier. En laissant de côté la question épineuse de la définition d'une « opération de paix », qui ne fait pas l'objet de ce document, il suffit de reconnaître que les pays contributeurs de police et de troupes aux missions entreprises par divers acteurs bien dotés de ressources comme l'UE, la Force Multinationale et Observateurs (FMO), l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et les Nations unies ont tous vu leur personnel en uniforme attaqué et<sup>40</sup> ont tous perdu du matériel létal dans leurs zones de mission (Berman, 2019, pp. 35-36, 39-40 ; S<sup>4</sup> Data Set, n.d.). On peut supposer qu'il en va de même pour les missions entreprises par la Communauté des États indépendants et le Conseil de coopération du Golfe (CCG), compte tenu de la taille et de la durée de leurs missions, des différentes ressources de leurs PCT et de la complexité des conflits dans lesquels ils ont été déployés.

Les militants d'autres zones de conflit se procurent des EAC de la même façon que Boko Haram a obtenu du matériel dans la région du bassin du lac Tchad, ainsi que par d'autres méthodes. Des sites fixes ont été attaqués et envahis. Des patrouilles sont tombées dans des embuscades et ont été vaincues, tout comme des convois d'approvisionnement et des mouvements de troupes. Les engins explosifs improvisés (EEI) constituent une menace de plus en plus courante dans de nombreuses missions. La corruption, les cambriolages et les vols, ainsi que des largages hasardeux, ont causé des pertes de matériel (Berman, 2019, pp. 39-41).

Ce chapitre est organisé en deux volets. Le premier étudie les expériences de l'ONU et d'autres opérations dirigées par l'Afrique. Le second va au-delà de la perte de vies humaines et d'EAC et se concentre sur les défis de la surveillance et de la gestion appropriée de l'équipement non-EAC, en prêtant une attention particulière au matériel létal récupéré. Pour promouvoir des opérations de paix efficaces, l'UE ne peut pas se contenter de protéger le matériel qu'elle peut fournir à un PCT ou à la mission. Elle devrait également veiller à ce que les armes et les munitions circulant dans une zone de mission ne soient pas utilisées pour nuire au personnel en uniforme et faciliter la perte de leur EAC ou pour saper l'efficacité de la mission.<sup>41</sup>

### 2.1. Expériences d'opérations de paix des Nations unies et d'autres opérations dirigées par l'Afrique

Contrairement à de nombreuses autres organisations qui entreprennent des OSP, les Nations unies sont particulièrement transparentes lorsqu'il s'agit de rendre compte des décès de personnel dans le cadre de ses missions. Selon les Nations unies, plus de 4 000 personnes qui ont servi dans plus de 70 des opérations dirigées par les Nations Unies ont été tuées entre 1948 et 2020 alors qu'elles étaient en mission. Plus d'1 personne sur 4 a été tuée à cause d'actes malveillants (cf. Tableau 4). Les Casques bleus représentent la grande majorité de l'ensemble des décès (3 255, soit plus de 80 pour cent) (UNOCC, 2021b). Le nombre de victimes a augmenté régulièrement au cours des dernières décennies, ce qui a amené les Nations unies à prendre des mesures en vue de réduire leurs pertes.<sup>42</sup> Des mesures de protection renforcées, telles que l'amélioration de la formation et de l'équipement, méritent certainement d'être soutenues, même si le maintien de la paix des Nations unies n'est pas aussi risqué que ce que l'on croit généralement

---

40 Les missions de formation de l'UE (EUTM), par exemple, ont été attaquées à plusieurs reprises au Mali (au moins deux fois) et en Somalie (également au moins deux fois), attaques qui ont fait plusieurs victimes, mais pas parmi les ressortissants de l'UE (cf. Diallo et Diarra, 2016 ; Maruf, 2018 ; AP, 2019 ; et Stocker, 2019).

41 De bonnes pratiques en matière d'enregistrement efficace, de gestion des stocks, de collecte de renseignements et, le cas échéant, en matière de destruction du matériel récupéré revêtent une importance cruciale, mais dépassent l'objet du présent document. De Tessières (2021) met l'accent sur les meilleures pratiques dans les contextes de programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) qui sont également applicables à la gestion du matériel létal récupéré en dehors de DDR ; il peut toutefois être plus difficile de générer les ressources nécessaires, tant humaines que financières, pour de telles entreprises.

42 Cf. dos Santos Cruz, Phillips, et Cusimano, 2017 pour un rapport détaillant les défis auxquels les Casques bleus sont de plus en plus confrontés dans les missions de l'ONU et des recommandations de mesures à prendre par les PCT et les Nations unies pour faire face à ces risques.

(van der Lijn et Smit, 2015), mais elles ne rendront pas à elles seules le maintien de la paix plus efficace.<sup>43</sup>

Tableau 4 – Personnel des Nations unies tué lors d'opérations de paix des Nations unies (1948-2020)									
Années	1948-1957	1958-1967	1968-1977	1978-1987	1988-1997	1998-2007	2008-2017	2018-2020	Totaux
Décès par actes malveillants	13	157	36	72	277	145	284	70	1054
Nombre total de décès	36	386	139	222	792	850	1280	331	4036

**Remarque :** Les totalisations comprennent toutes les opérations traditionnelles de maintien de la paix des Nations unies ainsi que plusieurs missions politiques spéciales. *Source : UNOCC, 2021a*



*La Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) rend hommage aux soldats de la paix tanzaniens tombés au combat (décembre, 2017). © UN Photo*

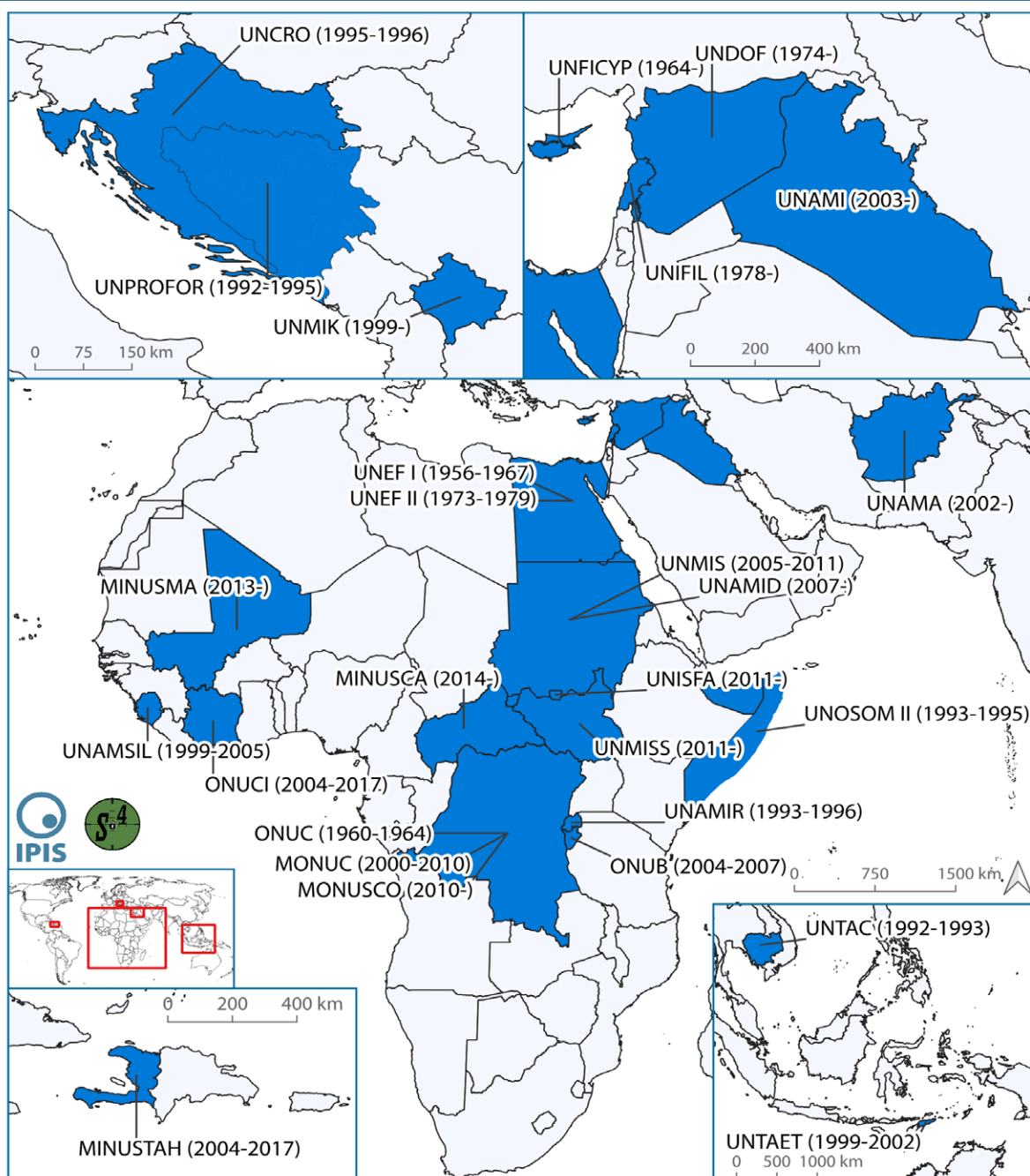
Les Nations unies ont été moins transparentes sur les pertes de matériel subies par leurs missions. Néanmoins, de nombreux incidents d'attaques sont consignés dans des rapports que le Secrétaire général soumet régulièrement au Conseil de sécurité. Ceux-ci sont généralement rendus publics (les organisations de la société civile, les médias et les parlements nationaux étant également des sources d'information sur les pertes subies).

Le Tableau 5 donne des exemples de matériel létal perdu lors d'opérations de maintien de la paix des Nations unies dans le cadre de missions qui ont eu lieu au cours des 30 dernières années. Les informations fournies indiquent l'ampleur des pertes d'EAC, les auteurs, les endroits et les dates. Elles n'attribuent aucun lien de causalité. Elles ne mentionnent pas non plus les pertes de vies humaines ou les conséquences pour l'efficacité de la mission, comme sa capacité de protéger les civils dans la zone de la mission. Elles ne sont destinées qu'à montrer que le détournement de matériel dans le cadre des opérations de paix est plus fréquent qu'on ne le pense généralement et touche un large éventail de missions et de pays contributeurs de troupes.

<sup>43</sup> Une question qui mérite d'être posée est de savoir quels sont les coûts de la réduction des pertes pour la mise en œuvre du mandat ? Il est parfois difficile de documenter l'incapacité d'un PCT à mettre en œuvre le mandat d'une mission en raison d'un refus de provoquer les protagonistes ou même d'assumer simplement des risques accrus. Pourtant, on peut avoir un aperçu des effets de l'aversion pour le risque sur la sécurité et le bien-être des civils au sein d'une mission en lisant les lignes de plusieurs rapports (cf. Albrecht, Cold-Ravnkilde et Haugegaard, 2017 ; et Wells, 2017 ; concernant les missions des Nations unies au Mali et au Soudan du Sud, respectivement). Pour prendre la pleine mesure des multiples défis, cf. CSNU, 2016.

Il est important de noter que les pertes n'impliquent pas, par nature, de « défaillance » ou de « culpabilité ». Le moyen le plus sûr pour un pays de ne pas perdre des hommes ou des femmes en uniforme, ou tout EAC, est de ne pas participer à une mission. Si l'objectif vise à améliorer la sécurité du personnel et du matériel du secteur de la sécurité, il faut alors accepter que les choses ne se déroulent pas comme prévu. L'idée est de réduire ces cas et d'en tirer les leçons pour qu'ils soient moins susceptibles de se reproduire et de mettre le personnel et les gouvernements face à leur responsabilité le cas échéant. Les exemples choisis pour le Tableau 5 ne sont pas les cas les plus importants de perte de matériel. Ils ont été choisis pour représenter un éventail de missions et de nations dont le personnel en uniforme actif dans ces opérations a perdu du matériel légal. Le S<sup>4</sup> Data Set contient des informations sur l'EAC probablement perdu lors de 25 opérations de paix au moins des Nations unies (cf. Carte 2) par plus de 50 PCT (S<sup>4</sup> Data Set, n.d.).

### Carte 2. Opérations de Paix des Nations unies ayant subi des pertes d'équipement légal appartenant aux contingents.



Sources: Données de l'initiative « Sauvegarde des Stocks du Secteur de la Sécurité » (S<sup>4</sup>), août 2021. Carte : Natural Earth, IPIS 2021. IPIS ne peut être tenu responsable de la qualité des limites, des noms et des frontières utilisés sur cette carte.  
Remarque : Acronymes anglo-saxons.



En outre, pour la plupart, les pertes d'armes dans le cadre d'opérations de paix des Nations unies sont des cas largement isolés, et non des phénomènes à grande échelle. Des exceptions à cette règle générale incluraient des attaques contre des Casques bleus en ex-Yougoslavie entre mai et septembre 1995, en Sierra Leone en mai et juin 2000, dans le nord-est de la RDC de septembre à décembre 2017 et au Mali depuis le début de la mission en avril 2013 jusqu'à ce jour. Toutefois, plusieurs OSP dirigées par l'Afrique ont subi des attaques et des pertes plus constantes. On a beaucoup écrit à propos des défis prolongés que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a rencontrés lors de ses deux premières missions au Libéria et en Sierra Leone. Par exemple, Herbert Howe (1996, p. 146) estime qu'en moyenne, plus de 100 soldats sont morts au Libéria au cours de chacune des six premières années de la mission. Sa mission en Sierra Leone a peut-être encore coûté plus de vies humaines parmi les personnes déployées en uniforme.<sup>44</sup> Quelques exemples de matériel perdu dans le cadre de ces missions sont cités ci-dessous. La Mission de l'UA en Somalie (AMISOM), qui a bénéficié d'un soutien substantiel de la part de l'UE par le biais de la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique et continuera d'en bénéficier par le biais de la FEP, est une opération de paix dirigée par l'Afrique plus pertinente pour ce document. Les PCT qui contribuent à l'AMISOM ont probablement perdu plus de 1 500 hommes et femmes (Williams, 2019), ainsi que des millions de cartouches de munitions, des milliers d'armes de petit calibre, des centaines d'armes légères et des dizaines d'autres systèmes d'armes conventionnelles (cf. Encadré 2).



*Véhicule des Nations unies (ONU) endommagé lors de l'attaque de janvier 2019 contre la base de la Mission multidimensionnelle intégrée pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) à Aguelhok, qui a fait 10 morts et au moins 26 blessés parmi les Casques bleus tchadiens qui y sont stationnés. © Photo ONU*

44 En octobre 1999, le Président nigérian, Olusegun Obasanjo, a reconnu que le Nigeria avait perdu à lui seul plus de 500 soldats en Sierra Leone dans le cadre de l'opération de la CEDEAO (Adeshina, 2002, p. 183). Le Nigeria a fourni environ 80 % des effectifs de la mission (Osakwe et Audu, 2017b, p. 114). Les dernières troupes du Groupe de contrôle de la CEDEAO (ECOMOG) ont quitté la Sierra Leone en mai 2000 (Berman, 2000, p. 14).

**Tableau 5 – Exemples choisis de matériel létal probablement perdu lors d'opérations de paix des Nations unies**

DATE mm.aa	MISSION & (LIEU)	(Principal) PCT/P	AMPLEUR DU MATÉRIEL PROBABLEMENT PERDU ET BRÈVE DESCRIPTION	
			S <sup>4</sup> Cat.	Cat. 1 : 10 - 49 armes ou 1 000 - 9 999 cartouches de munitions Cat. 2 : 50 - 99 armes ou 10 000 - 99 000 cartouches de munitions Cat. 3 : 100+ armes ou 100 000+ cartouches de munitions
12.92	APRONUC (Cambodge)	Indonésie	1	Une partie au processus de paix a arrêté un peloton et saisi son EAC
06.93	UNOSOM II (Somalie)	Pakistan	2	Des militants ont attaqué des Casques bleus, en ont tué beaucoup et ont saisi du matériel
07.93	UNOSOM II (Somalie)	Italie	1	Des soldats de la paix ont été attaqués : ont subi des pertes humaines et ont abandonné des postes
04.94	MINUAR (Rwanda)	Ghana	2	Unité formée redéployée à la hâte ; munitions abandonnées
04.94	MINUAR (Rwanda)	Belgique	1	Des Casques bleus ont été tués et leur position a été prise
05.95	ONUCR (Croatie)	Argentine/Népal	2	(Compte rendu combiné) Soldats de la paix désarmés et utilisés comme boucliers humains ; véhicules des Nations unies saisis
05.95	FORPRONU (BiH)	Plusieurs (cf. note)	3	Soldats de la paix canadiens, français, ukrainiens et britanniques pris en otage et désarmés ; véhicules blindés saisis
07.95	FORPRONU (BiH)	Pays-Bas	3	Compagnie désarmée et prise en otage ; matériel important saisi
08.95	ONUCR (Croatie)	Danemark	1	Soldats de la paix capturés et désarmés
01.00	MINUSIL (Sierra Leone)	Guinée	3	Un groupe militant a saisi l'EAC du bataillon déployé dans la zone de la mission
05.00	MINUSIL (Sierra Leone)	Kenya	2	Base abandonnée ; matériel saisi
05.00	MINUSIL (Sierra Leone)	Zambie	3	Trois compagnies en mission de sauvetage prises en otage et désarmées
01.06	ONUCI (Côte d'Ivoire)	Bangladesh	3	Abandon forcé d'EAC pour tenter de désamorcer la confrontation
01.06	MONUC (RDC)	Guatemala	1	Patrouille attaquée et tuée par un groupe militant ; armes saisies
01.06	MINUSTAH (Haïti)	Uruguay	1	Patrouille attaquée : véhicule blindé mis hors d'état et abandonné
04.08	MINUAD (Soudan)	(Cf. note)	3	Des voleurs ont saisi 600 000 cartouches de munitions appartenant à un PCT lors d'un transport par une entreprise privée (en dehors de la zone de mission)
07.08	MINUAD (Soudan)	Rwanda	2	Convoi d'environ 60 soldats de la paix attaqué ; véhicules saisis
03.10	MINUAD (Soudan)	Nigeria	2	Patrouille d'environ 60 soldats de la paix désarmée
04.11	MINUAD (Soudan)	Sierra Leone	1	Patrouille attaquée ; véhicule saisi
06.12	ONUCI (Côte d'Ivoire)	Niger	1	Patrouille tombée dans une embuscade, soldats de la paix tués, équipement emporté
03.13	FNUOD (Syrie)	Philippines	1	Peloton pris en otage par un groupe militant ; armes saisies
12.13	MINUSS (Soudan du Sud)	Inde	2	Base attaquée ; matériel saisi
10.14	MINUAD (Soudan)	Afrique du Sud	2	Patrouille d'environ 40 soldats de la paix désarmée
07.15	MINUSMA (Mali)	Burkina Faso	1	Convoi pris en embuscade, nombreuses victimes ; véhicules saisis
07.15	MINUSS (Soudan du Sud)	Chine	1	Soldats de la paix ayant abandonné leurs positions au cours de troubles politiques
12.16	MANUI (Iraq)	Fidji	2	Armes et munitions volées dans un dépôt
05.17	MINUSCA (CAR)	Cambodge Maroc	1	(Compte rendu combiné) Attaque contre un convoi de maintien de la paix faisant 5 morts et 10 blessés ; EAC présumé saisi
12.17	MONUSCO (RDC)	Tanzanie	2	Base des Nations unies attaquée par des militants, qui s'en sont rendus maîtres ; matériel pillé
04.18	MINUSCA (CAR)	Gabon	1	Soldat de la paix pris en train de vendre des munitions EAC volées
05.18	MONUSCO (RDC)	Bénin	1	Section d'un peloton prise en embuscade par des militants ; Casques bleus enlevés
01.19	MINUSMA (Mali)	Tchad	1	Base des Nations unies sous le coup d'une attaque complexe ; dizaines de personnes tuées et blessées
02.21	MINUSMA (Mali)	Togo	2	Raid de militants sur une base lors d'une attaque complexe qui a fait de nombreuses victimes

**Légende :**

- APRONUC = Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge
- BiH = Bosnie-Herzégovine
- Cat. = Catégorie
- EAC = Équipement appartenant aux contingents
- FNUOD = Force des Nations unies chargée d'observer le désengagement
- FORPRONU = Force de protection des Nations unies
- MANUI = Mission d'assistance des Nations unies pour l'Iraq
- MINUAD = Opération hybride UA/ONU au Darfour
- MINUAR = Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda
- MINUSCA = Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies en République centrafricaine
- MINUSMA = Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies au Mali
- MINUSIL = Mission des Nations unies en Sierra Leone
- MINUSTAH = Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti
- MONUC = Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo
- MONUSCO = Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
- ONU = Nations unies
- ONUCI = Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
- ONUCR = Opération des Nations unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie
- MINUSS = Mission des Nations unies en République du Soudan du Sud
- PCT/P = Pays contributeur de troupes/de police
- RCA = République centrafricaine
- RDC = République démocratique du Congo
- S4 = Sauvegarde des Stocks du Secteur de la Sécurité (Initiative)
- UA = Union africaine
- UNOSOM = Opération des Nations unies en Somalie

Sources : Berman, 2000, pp. 19-20 ; Berman et Racovita, 2015, pp. 104-117 ; Berman, Racovita et Schroeder, 2017, pp. 25, 28-31 ; S4 Data Set, n.d.

## Encadré 2 – AMISOM : défis similaires à la FMM concernant les attaques et la sécurité du matériel

La Mission de l'UA en Somalie (AMISOM) partage de nombreuses similitudes avec la FMM. Les unités constituées des mêmes pays contributeurs de troupes (PCT) qui servent officiellement au sein de la mission sont codéployées dans leurs secteurs. Le personnel en uniforme des deux missions a connu beaucoup plus de morts en raison d'actes malveillants que les Nations unies (au cours de toute son histoire). Et les militants ont obtenu un arsenal considérable de matériel légal provenant d'équipements appartenant aux contingents (EAC) saisis aux forces de sécurité qui composent l'opération de paix, à la fois celles qui font partie de la mission officielle et celles qui servent à ses côtés. En outre, l'EAC saisi comprend des explosifs militaires de haute qualité utiles pour la construction d'engins explosifs improvisés (EEI) et utilisés contre le personnel dont le matériel est saisi.<sup>45</sup>

Le groupe militant al-Shabaab a obtenu une quantité considérable de matériel et a infligé de nombreuses victimes lors d'attaques contre des patrouilles, des convois et des sites fixes de l'AMISOM. Des attaques indirectes d'Al-Shabaab et l'utilisation d'engins explosifs improvisés sont des événements courants et ont fait des centaines de victimes parmi le personnel de l'AMISOM.<sup>46</sup> Des incidents significatifs de perte de vies humaines, et probablement de matériel également, se sont produits en octobre 2011 à Deynile (patrouille burundaise prise en embuscade), en juin 2015 à Leego (base burundaise attaquée), en septembre 2015 à Janaale (base ougandaise attaquée), en janvier 2016 à El Adde (base kenyane attaquée), en juin 2016 à Halgan (base éthiopienne attaquée), en janvier 2017 à Kulbiyow (base kenyane attaquée), en juillet 2017 à Golweyn (convoi ougandais pris en embuscade), en avril 2018 à Bulo Marer (base ougandaise attaquée) et en janvier 2019 à Hawaal Alundo (convoi éthiopien pris en embuscade).

Il est difficile d'obtenir des détails sur l'étendue des pertes subies par l'AMISOM. La mission et les PCT touchés sont naturellement réticents à aborder les détails et les rapports d'al-Shabaab concernant ces incidents peuvent être exagérés à des fins de propagande. Cela dit, l'attaque contre El Adde est instructive, car les événements laissent peu de place au doute : al-Shabaab a envahi la base, tuant plus de 170 soldats kenyans (et prenant d'autres troupes en otage) et occupé la base suffisamment longtemps pour piller entièrement son contenu (Williams, 2020). Les militants ont probablement emporté des munitions et des armes (y compris des fusils d'assaut, des lance-roquettes, des mitrailleuses lourdes et des mortiers) destinées notamment à maintenir la compagnie opérationnelle dans une zone de conflit actif pendant bien plus d'un mois (car les lignes de réapprovisionnement étaient précaires). Beaucoup d'entre elles auraient été transportées dans les dizaines de véhicules gardés à la base et dont al-Shabaab s'est également emparé.

*Sources supplémentaires : Berman, Racovita et Schroeder, 2017, p. 37 ; S<sup>4</sup> Data Set, n.d.*

45 Correspondance écrite avec Nikhil Acharya, Conseiller régional principal, Contrôle des armes et des munitions, BICC-RECSA, Bonn International Center for Conversion, 16 avril 2021.

46 Rien que de 2007 à 2009, un ensemble de données de l'Université d'Uppsala a enregistré plus de 100 attaques contre des troupes et positions de l'AMISOM, au cours desquelles 50 soldats de la paix ont été tués (Elfvérsson, Bromley et Williams, 2019, p. 162). Entre octobre 2017 et avril 2018, al-Shabaab a revendiqué plus d'une centaine d'attaques contre l'AMISOM (et plus de 200 contre les forces somaliennes) (Roggio et Weiss, 2018).

## 2.2. Surveillance et gestion du matériel non EAC

Toute discussion sur la gestion des armes et munitions dans les zones de conflit doit également étudier le matériel létal que les groupes armés opérant dans la zone d'opérations d'une OSP possèdent et que les forces du secteur de la sécurité et de l'OSP servant à leurs côtés gèrent ou récupèrent. Les soldats de la paix peuvent prendre le contrôle ou assumer la responsabilité du matériel létal autre que l'EAC qui leur est donné de diverses façons : par le biais de programmes de DDR, de mesures de confiance et de règlement de conflits (toutes deux souvent ad hoc) et par l'obtention de matériel par le biais d'opérations de capture sur le champ de bataille ou par des opérations de cordon et de fouille. Chacun de ces éléments est examiné tour à tour.



*Photo de propagande publiée par al-Shabaab censée montrer ses militants examinant des caisses de matériel saisies lors de son attaque de janvier 2016 contre la base kényane d'El Adde. ©BBC*

### 2.2.1. Programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)

Les programmes DDR, qui représentent probablement les plus grandes quantités de matériel que les soldats de la paix contrôlent (ou dont ils sont responsables d'une manière ou d'une autre en dehors de leur EAC) ont bénéficié d'une attention soutenue et leurs normes se sont améliorées. Cet équipement est généralement bien documenté et bien protégé. Les Nations unies, par exemple, ont consacré énormément de temps et d'efforts à l'élaboration de leurs normes intégrées de DDR (IDDRS). Depuis leur lancement en 2006, les IDDRS ont été mises à jour à deux reprises, bénéficiant de consultations avec un groupe de travail inter-agences composé de plus de deux douzaines d'entités des Nations unies (UN DDRRC, n.d.).<sup>47</sup> Les modules révisés, et additionnels, sur la GAM intègrent des normes et directives internationales pertinentes en matière de contrôle des armes, y compris le Recueil de modules concernant le contrôle des armes légères (MOSAIC) et les directives techniques internationales sur les munitions (DTIM) élaborées par les Nations unies après l'achèvement des IDDRS initiaux. En 2018, les Nations unies ont complété ces efforts en publiant un manuel pratique sur la GAM à l'intention des praticiens DDR (de Tessières, 2018), qui promeut les bonnes pratiques en matière de GAM dans les opérations de paix et pour lequel les Nations unies ont élaboré des cours de formation.<sup>48</sup> Les programmes DDR sont généralement une composante bien financée des budgets de maintien de la paix approuvés et bénéficient d'un financement supplémentaire généreux. Cette vue d'ensemble partielle, bien qu'incomplète, souligne le sérieux avec lequel les Nations unies abordent les DDR et donne une idée de la complexité de l'entreprise.

Même avec les meilleures pratiques, les freins et contrepoids, l'expertise et les ressources établis, le matériel reçu dans les cadres DDR rentre parfois sur les marchés illicites et circule de nouveau au sein de

<sup>47</sup> Les Nations unies ont également engagé des organisations de la société civile, dont beaucoup ont participé au processus avec énergie et dans un esprit constructif.

<sup>48</sup> En outre, le Manuel a été bien accueilli et les Nations unies ont entrepris une deuxième édition du Manuel, qui a été publiée en avril 2021.

groupes armés en dehors du contrôle de l'État. Les convois transférant ce matériel entre dépôts ou pour en assurer la destruction ont été attaqués et leur contenu saisi. Le problème est beaucoup plus important pour d'autres organisations qui entreprennent de telles activités avec moins d'expérience et moins de ressources,<sup>49</sup> mais même les initiatives bien financées n'auraient pas toujours eu lieu sans heurts.<sup>50</sup>

### 2.2.2. Mesures de confiance et de règlement des conflits

Les mesures de confiance et de règlement des conflits que les missions ont prises et qui impliquent la « sécurisation » du matériel létal en dehors des programmes DDR nationaux se sont révélées plus problématiques. Parfois, ces initiatives atteignent leurs objectifs et renforcent la confiance ou désamorcent une situation tendue. Par exemple, la création de sites de cantonnement pour les combattants et la collecte d'armes pour conservation. Souvent, ces efforts atteignent l'effet souhaité.<sup>51</sup> D'autres fois, cependant, ce n'est pas vraiment le cas.<sup>52</sup> Elles ont également eu des conséquences inattendues.<sup>53</sup> La gestion de ces sites de stockage peut avoir des effets mortels et de graves conséquences pour la paix et la sécurité, même lorsqu'aucune arme n'est détournée.<sup>54</sup>

### 2.2.3. Autres mesures et initiatives

Le matériel récupéré en dehors de DDR ou d'arrangements de stockage d'armes convenus est considérablement plus trouble et plus compliqué. De plus en plus, les soldats de la paix protègent les armes et les munitions par le biais d'opérations de cordon et de fouille, ainsi que lors d'engagements avec des forces hostiles. La surveillance de ce matériel est souvent minime, ce qui peut donner lieu à une comptabilité créative ou à des activités hors cadre qui facilitent les pratiques de corruption. Parfois, ce matériel se retrouve de nouveau aux mains de groupes armés non étatiques à l'initiative d'un soldat individuel.<sup>55</sup> D'autres fois, la remise en circulation d'armes et de munitions fait partie de la politique du PCT et

---

49 En 1994, par exemple, un PCT servant au sein de l'ECOMOG au Libéria est tombé dans une embuscade lors du transport de près de 500 armes que la mission avait rassemblées auprès de combattants désarmés. Comble d'ironie, les armes du contingent ont également été saisies (CSNU, 1994, § 31).

50 Des questions ont été soulevées quant à certaines des armes que la Force multinationale dirigée par les États-Unis (FMN) avait collectées et qui ont été remises en circulation soit par la police haïtienne soit par le biais d'une saisie (Muggah, 2005, pp. 34-35).

51 En 2014, après une reprise des hostilités, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a réussi à réduire les tensions en procurant un refuge à plus de 1 000 membres des forces armées maliennes dans le cadre d'un accord avec les protagonistes convenant que les soldats seraient désarmés et que les Nations unies protégeraient leurs armes et leurs munitions.

52 Les zones de stockage créées par les Nations unies pour les armes lourdes des forces ethniques serbes locales en Bosnie-Herzégovine et en Croatie ont été inefficaces et n'ont pas réduit les tensions ni empêché l'escalade du conflit. Ni la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) ni l'Opération des Nations unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie (ONURC) n'ont empêché les protagonistes du conflit de récupérer ces armes et de les utiliser quand cela servait leurs intérêts. Une autre initiative manquée notoire impliquait le désarmement volontaire des militants rwandais en RDC, dans le cadre du mandat initial de la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC). S'il ne fut pas un cadeau empoisonné, le mandat a certainement représenté une tâche ingrate, voire impossible et la nuit du 31 octobre 2002, plus de 1 500 militants rwandais désarmés ont pillé le dépôt d'armes dans une base militaire dirigée par la RDC à Kamina. Les événements de cette nuit-là sont contestés, mais il est généralement admis qu'environ 400 militants désarmés dans le cadre du processus supervisé par les Nations unies et basés à Kamina n'ont pu être retrouvés au lendemain de l'altercation, les militants survivants prétendant que leurs collègues avaient été tués (ICG, 2003, pp. 16-17).

53 Dans le cadre de la Mission des Nations unies en République du Soudan du Sud (MINUSS), les soldats de la paix ont rassemblé des armes auprès de soldats du gouvernement à Bentiu pour les mettre en sécurité et renforcer la sécurité des civils qui se trouvent dans la même région. Mais la situation est devenue plus compliquée lorsque certaines de ces armes ont été renvoyées dans les forces d'opposition sans approbation officielle et en dehors de tout processus ou accord politique établi. Cette situation a provoqué de la mauvaise volonté et rendu une situation difficile encore plus épineuse, car le contrôle de la région a changé de mains à plusieurs reprises dans les mois qui ont suivi (Craze et Tubiana avec Gramizzi, 2016, pp. 45-47).

54 L'exemple peut-être le plus parlant et le plus tragique s'est produit lors de la deuxième Opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM II). Des sites de stockage d'armes autorisés (SSAA) ont été mis en place sous les auspices de la Force d'intervention unifiée (UNITAF), une mission dirigée par les États-Unis et autorisée par les Nations unies qui a réuni l'ONUSOM I et l'ONUSOM II. Ces sites faisaient partie d'une série de mesures de confiance élaborées entre l'UNITAF et 15 factions somaliennes. La manière dont l'UNITAF a assuré la liaison avec les leaders de faction lors d'inspections des SSAA n'était pas la même que celle de l'ONUSOM II. Elle a directement mené aux attaques contre les Casques bleus pakistanais en juin 1993, conduisant à la décision de modifier le mandat des Nations unies pour poursuivre Mohamed Aidid (auparavant sans doute allié de la communauté internationale et partenaire dans la recherche d'une solution politique au conflit) (PBS, n.d.). La situation politique et sécuritaire du pays s'est dès lors encore détériorée.

55 Des allégations persistantes et crédibles ont fait état que des soldats de la paix de la MONUC au sein des Nations unies auraient échangé des armes récupérées à des forces négatives avec des groupes armés non étatiques contre de l'or (Berman, Ratovita et Schroeder, 2017, p. 27).

s'effectue de concert avec des orientations politiques reçues<sup>56</sup> ou avec des objectifs militaires.<sup>57</sup> Comme le démontrent de nombreux exemples, ces conseils ou objectifs peuvent ne pas être bien réfléchis ou peuvent avoir des conséquences inattendues.

Même en cas de tenue de registres corrects, la capacité de stocker le matériel en toute sécurité peut être très limitée. Les raisons à cela peuvent être nombreuses, comme de maigres ressources ou un emplacement loin d'être idéal en raison des exigences de la mission.<sup>58</sup> Les recherches et les consultations menées auprès des praticiens du maintien de la paix au cours des dix dernières années ont montré à maintes reprises que les commandants de forces, les commandants de secteur et les commandants de contingents n'avaient ni les directives ni les ressources nécessaires pour justifier et protéger correctement ce matériel. Au cours des deux dernières années, l'Union africaine et les Nations unies ont élaboré des politiques pour aborder ce problème. Il existe d'autres cadres et d'autres politiques qui pourraient aider à protéger ou à se débarrasser adéquatement du matériel récupéré. Ils sont abordés dans la troisième partie de cet article, qui s'ouvre ici.

---

56 De nombreux PCT servant dans la FORPRONU et l'ECOMOG au Libéria ont fourni des armes aux protagonistes de ces missions sur instruction des capitales (Berman, Ratovita et Schroeder, 2017, p. 27 ; et Berman, 2019, pp. 40-41).

57 Dans le cadre de la Mission de l'UA en Somalie (AMISOM), par exemple, des soldats de la paix ont régulièrement transmis des munitions à des membres de milices qui servent à leurs côtés ou dans leur secteur, ainsi qu'à des soldats du Gouvernement fédéral de transition (GFT) (Berman, Racovita et Schroeder, 2017, p. 27). Les troupes nigérianes au sein de l'ECOMOG en Sierra Leone ont également fourni des armes aux Kamajors qui se sont battus à leurs côtés contre le Front uni révolutionnaire (Berman, 2000, p. 21).

58 La communauté internationale, par exemple, a apporté un soutien important au gouvernement somalien dans le cadre du développement du dépôt d'armes de Halane dans le centre de Mogadiscio, même si son emplacement est proche de l'aéroport et que son stockage de matériel explosif est potentiellement très problématique (correspondance écrite avec Nikhil Acharya, Conseiller régional principal, Contrôle des armes et des munitions, BICC-RECSA, Bonn International Center for Conversion, 14 avril 2021). Pour en savoir plus sur le dépôt d'armes de Halane et sur les efforts somaliens et internationaux visant à promouvoir les initiatives de GAM dans ce pays, cf. CSNU, 2019).

### 3. LES CADRES DE CONTRÔLE DES ARMES ET DE REDDITION DE COMPTES

Les transferts par l'État de matériel létal sont soumis à de nombreux processus de vérification et mesures de contrôle. Les éléments typiques de tout transfert proposé seraient, entre autres, la prise de décisions, les protocoles de transfert et de transport, la gestion des stocks et les dispositions en matière de reddition de comptes. Chaque composant est complexe et nécessite des freins et contrepoids importants impliquant énormément de temps et d'argent. Les structures de certains États sont plus élaborées que d'autres. Certaines sont mieux dotées en ressources.<sup>59</sup> Les États membres de l'UE ont mis en place un nouveau mécanisme d'évaluation par les pairs où ils partagent avec les autres membres leurs intentions d'exporter du matériel létal pour obtenir leurs commentaires avant de finaliser leurs décisions dans le but de promouvoir la transparence et de bénéficier potentiellement d'informations qu'ils ne possédaient pas. Toutefois, l'évaluation de ces diverses procédures échappe à la portée de ce document et les études et écrits sur la façon d'améliorer la pratique actuelle ne manquent pas (p. ex. Bromley et al., 2013 ; Close et Isbister, 2008 ; OSCE, 2012 ; Vranckx, 2016 ; COSP, 2018).<sup>60</sup> Cependant, en dehors des certificats d'utilisation finale, imposant des restrictions sur les re-transferts (qui, souvent, ne sont pas respectées), relativement peu d'efforts ont été faits en ce qui concerne ce qui se passe après un transfert légal réussi.<sup>61</sup>

On estime aujourd'hui dans une large mesure que les destinataires de matériel létal ainsi que ses producteurs et exportateurs doivent faire un meilleur travail pour aider à faire en sorte que les transferts demeurent dans les entités auxquelles ils sont destinés.<sup>62</sup> C'est particulièrement vrai en Afrique où plusieurs conflits au lendemain de la Guerre froide ont sensibilisé les gouvernements à la menace que la prolifération illicite des armes légères représentait pour la sécurité humaine et pour les gouvernements, ainsi qu'aux défis auxquels sont confrontées les opérations de paix pour faire respecter l'ordre et la loi sur tout le continent. Plusieurs organisations régionales africaines ont élaboré des cadres de contrôle des armes et les gouvernements africains ont été parmi les plus fervents partisans du Programme d'action des Nations unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects (Programme d'action), convenu en 2001.

Cette partie s'organise en deux chapitres. Le premier étudie des cadres régionaux africains ayant des implications pour la promotion de la GAM au sein et en soutien des opérations de paix. Elle prête une attention particulière à deux d'entre eux qui font explicitement référence à la gestion des armes et des munitions dans les OSP. Le second explore divers éléments du soutien international aux efforts de contrôle des armes légères des membres de ces organisations. Les États membres de l'UE et l'UE elle-même ont généreusement financé de nombreux aspects des diverses initiatives décrites ci-dessous.<sup>63</sup> L'aperçu qui suit est davantage une introduction à ces initiatives qu'une évaluation de l'efficacité de ces programmes, qui échappe à la portée du présent article. Point de départ important de ce chapitre, l'UE serait bien inspirée de lier efficacement ces cadres et initiatives à la gestion des armes et des munitions d'EAC ainsi que d'armes récupérées dans le cadre d'opérations de paix, en particulier dans le cadre des missions et avec les PCT qu'elle soutient. Cet aspect est d'autant plus urgent qu'une partie de ce soutien porte sur la fourniture de matériel létal.

---

59 Les États-Unis, par exemple, ont mis en place des dispositions destinées à surveiller les certificats d'utilisation finale et les transferts des ventes militaires commerciales ainsi que des transferts d'articles de défense dans le cadre de leurs programmes respectifs Blue Lantern et Golden Sentry afin de contribuer à protéger contre le détournement.

60 RevCon3 (2018b) donne un aperçu des efforts récents de l'UE visant à améliorer la pratique actuelle. L'accent est mis sur les armes légères, mais certaines initiatives, comme le soutien au Traité sur le commerce des armes, couvrent également les systèmes d'armes conventionnelles.

61 Varisco, Brockmann et Robin (2020) donnent un aperçu des pratiques actuelles des États membres de l'UE et suggèrent que des mesures de contrôle post-expédition commencent à bénéficier d'une attention plus soutenue.

62 À bien des égards, l'UE avait une longueur d'avance en reconnaissant les défis posés par les transferts d'armes aux pays bénéficiaires et en soutenant généreusement diverses initiatives régionales de lutte contre la prolifération illicite. Mais la mise en place de ces connaissances s'est révélée difficile (Poitevin, 2013).

63 Par exemple, l'UE a financé, à hauteur de 5,7 millions d'euros, la fourniture de machines de marquage et la formation y afférente à la plupart des États membres de l'UA au cours de la période 2010-2015 (Alusala, 2016, p. 13). Un autre projet remarquable entrepris avec le soutien de l'UE comprenait cinq ateliers assurés par les Nations unies destinés à des experts techniques et praticiens senior de la sécurité physique et de la gestion des stocks (PSSM) et la réhabilitation et la construction de dépôts d'armes dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest (ONU RevCon3, 2018a, p. 7).

### 3.1. Cadres régionaux africains de contrôle des armes légères et de petit calibre

La prolifération d'armes légères illicites en Afrique a conduit à un élargissement des cadres régionaux de contrôle des armes légères mis en place pour relever ce défi. Le Tableau 6 montre certaines des initiatives les plus récentes et les plus connues. Plus d'une douzaine d'autres organisations africaines ont entrepris des programmes et des projets pour lutter contre la prolifération illicite des armes légères (cf. Berman et Maze, 2016, pp. 26-69). L'Union africaine a contribué à promouvoir les bonnes pratiques à travers de fréquentes réunions avec les huit commissions économiques régionales (CER) du continent<sup>64</sup> et trois autres organisations qui encouragent activement le contrôle des armes légères et de petit calibre (le Centre régional sur les armes légères dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes (RECSA), le Mécanisme sous-régional de contrôle des armes (SARCOM)) et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL). L'UA a également lancé une nouvelle politique de lutte contre la prolifération illicite en gérant les armes légères récupérées dans le cadre d'opérations de paix qu'elle autorise et qu'elle mandate.

Les cadres de contrôle des armes légères et de petit calibre des Communautés économiques des États de l'Afrique centrale et de l'Ouest (respectivement la CEEAC et la CEDEAO) présentent un intérêt particulier pour cette étude. Comme plusieurs autres organisations régionales, ces cadres abordent entre autres les transferts de matériel, la GAM et les activités de courtage entre autres dispositions. À l'instar des cadres de contrôle des armes légères et de petit calibre de la RECSA et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA), ceux de la CEEAC et de la CEDEAO sont aussi juridiquement contraignants pour les États membres. Mais la CEDEAO et la CEEAC font explicitement mention de la nécessité d'adhérer aux dispositions des OSP, ce qui n'est pas le cas des protocoles de la RECSA et de la CDAA. Les 26 États membres de ces deux organisations sont parmi les pays contributeurs de troupes et de police aux missions des Nations unies les plus actifs et sont également actifs dans des missions dirigées par l'Afrique comme celles entreprises par l'UA, la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et le Groupe des cinq pays du Sahel (G5 Sahel) (cf. Tableau 7).



*Le représentant du Nigéria s'adresse à la deuxième Conférence d'examen du Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères au siège de l'ONU en 2012. © Photo ONU*

64 Les huit CER sont l'Union du Maghreb arabe (UMA) ; le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) ; la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) ; la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) ; la CEEAC ; la CEDEAO ; l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) ; et la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA).



**Tableau 6 - Sélection d'organisations régionales africaines ayant mis en place des cadres de contrôle des armes légères et de petit calibre**

Organisation régionale	Année où l'instrument...		États membres	Remarques
	a été créé	est entré en vigueur		
CDA	2001	2004	16 : Angola ; Botswana ; Comores ; RDC ; Swaziland ; Lesotho ; Madagascar ; Malawi ; Maurice ; Mozambique ; Namibie ; Seychelles ; Afrique du Sud ; Tanzanie ; Zambie et Zimbabwe	L'article 11 du Protocole de la CDA sur l'élimination des armes à feu confisquées et illicites a des incidences positives sur les cadres des opérations de paix. La CDA a entrepris 4 missions.
CEDEAO	2006	2009	15 : Bénin ; Burkina Faso ; Cap-Vert ; Côte d'Ivoire ; Gambie ; Ghana ; Guinée ; Guinée-Bissau ; Libéria ; Mali ; Niger ; Nigeria ; Sénégal ; Sierra Leone et Togo	La Convention de la CEDEAO a été précédée d'un ambitieux document politiquement contraignant (connu sous le nom de « Moratoire » sur les armes légères) datant de 1998.
CEEAC	2010	2017	11 : Angola ; Burundi ; Cameroun ; République centrafricaine (RCA) ; Tchad ; Congo ; République démocratique du Congo (RDC) ; Guinée équatoriale ; Gabon ; Rwanda et São Tomé et Príncipe	Au moment de la signature de la Convention, 7 membres de la CEEAC avaient déjà signé 3 cadres juridiquement contraignants déjà entrés en vigueur : les protocoles de la RECSA et de la CDA et sur les armes légères, et le Protocole des Nations Unies sur les armes à feu.
RECSA	2004	2005	15 : Burundi ; RCA ; Djibouti ; RDC ; Érythrée ; Éthiopie ; Kenya ; Rwanda ; Seychelles ; Somalie ; Soudan du Sud ; Soudan ; Tanzanie et Ouganda	La RECSA soutient la mise en œuvre du Protocole de Nairobi. Ce Protocole a succédé à la Déclaration de Nairobi de 2000, qui était politiquement contraignante.
SARCOM	2012	Sans objet	05 CAR ; Tchad ; RDC ; Libye ; et Soudan	La Déclaration de Khartoum appelle les signataires à coopérer à des initiatives visant à lutter contre la prolifération des armes légères. Le Soudan du Sud est un Observateur actif, mais n'est pas encore membre.

**Légende :**

- CDA = Communauté de développement de l'Afrique australe
- CEDEAO = Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
- CEEAC = Communauté économique des États de l'Afrique Centrale
- RECSA = Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la Région des Grands lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes
- SARCOM = Mécanisme sous-régional de contrôle des armes

Sources : Berman et Maze, 2016, pp. 42-45, 50-51 et 60-65 ; S<sup>4</sup>Data Set, n.d.

Sur le papier, les freins et contrepoids concernant les EAC des États membres de la CEDEAO participant aux OSP sont très complets concernant les armes légères. En vertu de l'article 11 de la Convention, les États sont tenus de signaler à la Commission de l'organisation les armes légères et de petit calibre, les munitions, les pièces et les accessoires que leurs forces apportent dans le cadre d'une mission, les réapprovisionnements, les récupérations, les destructions et ce qu'ils ramènent dans leur pays de la mission (CEDEAO, 2006, Article 11). Si cette disposition est respectée, elle couvre aussi implicitement les munitions consommées et le matériel perdu, transféré d'une autre manière ou détourné. La Convention ne limite pas ce respect aux opérations entreprises uniquement par l'organisation même, qui ont été au nombre de huit.<sup>65</sup> Toutefois, le Secrétariat de la CEDEAO n'est pas, à l'heure actuelle, doté de ressources suffisantes, ni de l'équipement et du personnel requis, pour s'acquitter de ces responsabilités.

<sup>65</sup> Les huit OSP que la CEDEAO a entreprises ont impliqué le déploiement de personnel en uniforme de leurs 15 membres dans six de leurs États membres : Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée-Bissau (deux fois) ; Libéria (deux fois) ; Mali et Sierra Leone. La mission en Gambie est en cours. La mission au Mali mérite une explication supplémentaire. La CEDEAO considère que le déploiement initial de la force dirigée par l'Afrique au Mali a été une opération de paix de la CEDEAO. Pour la CEDEAO, elle est devenue une mission dirigée par l'Union africaine lorsque le Représentant spécial de l'UA est arrivé à Bamako plusieurs semaines après que la mission était devenue opérationnelle.

Le Secrétariat de la CEDEAO a récemment pris des mesures initiales pour combler le fossé entre les engagements et les actions. Il a élaboré des modèles de rapports destinés à ses membres afin de respecter leurs engagements au titre de la Convention. Et il a briefé ses membres à deux reprises au moins sur leurs engagements et la façon dont ils peuvent les respecter. Il s'agit là d'un accomplissement important après de nombreuses années d'inaction. La poursuite des progrès nécessitera une orientation et un soutien politiques soutenus et des ressources nettement supérieures à celles qui sont actuellement consacrées à cet effort.

**Tableau 7 – États membres de la CEEAC et de la CEDEAO et leur participation à des OSP sélectionnées**

Pays contributeur de troupes/de police (PCT/P)	Membres de l'Organisation régionale				FC-G5S	FMM	AMISOM	MINUSCA	MINUSMA
	CEDEAO	CEEAC	CBLT	G5 Sahel					
Angola		■							
Bénin	■					■		■	■
Burkina Faso	■			■	■			■	■
Burundi		■					■	■	■
Cameroun		■	■			■		■	■
Cap-Vert	■								
Congo		■						■	
Côte d'Ivoire	■							■	■
Gabon		■						■	
Gambie	■							■	■
Ghana	■						■	■	■
Guinée	■							■	■
Guinée-Bissau	■								■
Guinée équatoriale		■							
Libéria	■								■
Mali	■			■	■			■	
Niger	■		■	■	■	■		■	■
Nigeria	■		■			■	■	■	■
République centrafricaine		■	■						
République démocratique du Congo		■							■
Rwanda		■						■	■
São Tomé et Príncipe		■						■	
Sénégal	■							■	■
Sierra Leone	■						■		■
Tchad		■	■	■	■	■		■	■
Togo	■							■	■

**Légende :**

- AMISOM = Mission de l'Union africaine en Somalie
- CBLT = Commission du bassin du lac Tchad
- CEEAC = Communauté économique des États de l'Afrique centrale
- CEDEAO = Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
- FC-G5S = Force conjointe du G5 Sahel
- FMM = Force multinationale mixte
- G5 Sahel = Groupe des cinq pays du Sahel
- MINUSCA = Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies en République centrafricaine
- MINUSMA = Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies au Mali
- OSP = Opérations de soutien de la paix

**Remarque :** La Libye est également membre de la CBLT. La Mauritanie est membre de G5 Sahel (et était membre de la CEDEAO).

Source : S4 Data Set, n.d.

La situation est quelque peu plus obscure en ce qui concerne les EAC des États de la CEEAC dans les OSP, mais le potentiel de refléter les demandes formulées par les membres de la CEDEAO en matière de rapports concernant des questions relatives aux armes légères et de petit calibre dans de telles missions existe. L'article 22 de la Convention de Kinshasa, du nom du cadre de contrôle des armes légères de l'organisation, stipule également que ses membres doivent rendre compte des armes légères qu'ils apportent dans le cadre d'une telle opération. L'engagement diffère de ce qui a été décrit ci-dessus, car les registres doivent être conservés pendant 30 ans plutôt qu'indéfiniment et les éléments à déclarer ne sont pas spécifiés. La Convention laisse au Secrétaire général le pouvoir d'établir et de maintenir une base de données électronique. Cela laisse certainement de la marge pour copier ou même améliorer ce que la CEDEAO a fait. En outre, la Convention de Kinshasa exige que la base de données incorpore des informations sur les armes et les munitions recueillies au cours d'opérations DDR (CEEAC, 2010, art. 22), ce qui améliore sans doute les bonnes pratiques actuelles de la CEDEAO.

Le potentiel de la Convention de Kinshasa reste largement inexploré. Elle ne s'est pas construite sur la base d'un document politiquement contraignant (comme c'est le cas pour la Convention de la CEDEAO). Elle a également été adoptée en 2010, relativement tard par rapport à d'autres initiatives sur le continent et il a fallu attendre sept ans avant qu'elle n'entre en vigueur. En 2018, lors de la première conférence d'examen de la Convention, les membres ont discuté de l'Article 22 et la Présidence de la Conférence (Cameroun) et le Secrétariat ont tous deux exprimé leur empressement à faire des progrès significatifs dans sa mise en œuvre.

### 3.2. Initiatives remarquables de formation et d'équipement

La CEEAC et la CEDEAO ont toutes deux fait beaucoup plus de progrès lorsqu'il s'agit d'aider leurs membres au niveau des initiatives en termes de formation et d'équipement. C'est aussi le cas pour d'autres organisations régionales sur le continent. En effet, des donateurs ont engagé la Commission de l'Union africaine et la RECSA non seulement à fournir des machines de marquage, des logiciels de tenue de registres et la formation y afférente aux 15 membres de la RECSA, mais aussi aux États membres de la CEDEAO et de la CDAA qui ne faisaient pas partie de la RECSA. Cela a été fait dans une large mesure, au vu des capacités relatives du secrétariat de la RECSA par rapport à celles de ses pairs dans d'autres institutions, plutôt que le succès dont la RECSA avait bénéficié lors de la mise en œuvre de ses programmes auprès de ses propres membres. La plupart des 15 États membres de la CEDEAO et des 11 États membres de la CEEAC ont reçu au moins deux machines de marquage et un logiciel de tenue de registres correspondant. De nombreux autres pays sur le continent ont reçu des niveaux similaires de soutien.

Cependant, la simple réception de machines de marquage et du logiciel de tenue des registres, même avec la formation correspondante, n'est pas nécessairement un indicateur d'efficacité. De nombreux points de convergence responsables de la fourniture de cet équipement et de cette formation et de la coordination de sa mise en œuvre tirent le meilleur profit des ressources souvent maigres qui leur sont allouées<sup>66</sup> et de l'enthousiasme inégal des services au sein du secteur de la sécurité.<sup>67</sup> Les exemples d'États qui reçoivent le matériel et ne l'utilisent pas ou ne le réparent pas sont nombreux (Bevan et King, 2013). L'utilisation des machines par une force de sécurité (la plupart du temps la police) n'indique pas nécessairement la volonté d'en faire autant chez d'autres parties de l'appareil de sécurité de l'État (souvent l'armée). En outre, de vieilles habitudes, comme la tenue de registres papier, sont restées en place dans certains pays, malgré une mise à jour de la capacité technologique.<sup>68</sup>

---

66 Pour avoir une bonne idée des complexités, et des coûts qui y sont associés, liées au marquage et à l'enregistrement des armes civiles, cf. Acharya, Wiegink et Idris, 2015.

67 La responsabilité de prendre la tête de la coordination de la mise en œuvre du Programme d'action 0 des Nations unies incombe à de nombreuses parties du gouvernement dans différents pays et les ressources que les États allouent aux chefs désignés de ces organismes varient considérablement et sont rarement à la mesure de la tâche à accomplir (Berman, et al., 2014a). La politique bureaucratique ainsi qu'une pénurie d'expertise nationale et de procédures opérationnelles standard (POS) (en particulier dans les premières années de mise en œuvre) engendrent des défis supplémentaires (Isikozlu, Krötz et Trancart, 2017, pp. 18-19).

68 Certains États hésitent encore à utiliser un logiciel de tenue de registres électroniques, faisant état de préoccupations quant à la possibilité de violation des mesures prises pour sécuriser les données sensibles (correspondance écrite avec Nikhil Acharya, Conseiller régional principal, Contrôle des armes et des munitions, BICC-RECSA, Bonn International Center for Conversion, 14 avril 2021). Cela dit, plusieurs pays qui ont reçu le logiciel de tenue de registres et la formation, tout en continuant de compter sur la tenue de registres papier pendant plusieurs années, ont commencé à utiliser ce logiciel et ont amélioré leurs pratiques de surveillance en général.

Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne les améliorations apportées à la sécurité physique et à la gestion des stocks (PSSM) des sites d'entreposage et à la destruction du matériel excédentaire. Les premiers efforts visant à localiser, sécuriser et détruire des missiles portables guidés ont reçu un soutien généreux.<sup>69</sup> Certains dépôts ont été remis à neuf, d'autres reconstruits. Dans certains pays, des munitions ont été testées et une grande partie du matériel ancien et instable a été détruite. Une grande partie de ce processus est réalisée avec une aide étrangère, et avec des entreprises étrangères (Farha, Krotz, Mohammed, 2019), mais ne pourrait pas être mise en œuvre sans l'adhésion des gouvernements bénéficiaires, ainsi que l'expertise en la matière et la supervision administrative que possèdent souvent les organisations régionales.<sup>70</sup>

L'accent a de plus en plus été mis sur le transfert de compétences. Le Groupe multinational sur les armes légères et de petit calibre et les munitions (MSAG), un groupe de plus d'une douzaine de pays aux vues similaires, intéressés par la promotion de bonnes pratiques en matière de gestion des armes et des munitions (Berman et Reina, 2014b, p. 104), a organisé une formation de formateurs en utilisant les meilleures pratiques pertinentes développées par les Nations unies dans ses modules du Recueil de modules concernant le contrôle des armes légères (MOSAIC) et des Directives techniques internationales sur les munitions (DTIM). Le MSAG a travaillé pendant de nombreuses années avec l'International Peace Support Training Centre (IPSTC), le Bonn International Center for Conversion (BICC) et la RECSA pour former plus de 300 militaires aux compétences en PSSM de 18 pays de la sous-région (BICC, 2019). Certains des hommes et des femmes qui ont participé à ce programme ont non seulement contribué aux besoins de formation de leur propre pays, mais ont également participé à une initiative ultérieure de formation des formateurs pour d'autres États membres de la RECSA, et, dans un cas, ont contribué à la formation PSSM en dehors de la « région RECSA ».<sup>71</sup>

◆ ◆ ◆

L'UE a apporté un important soutien à ces États, à ces organisations régionales et à diverses missions sur une base bilatérale, par l'intermédiaire de l'UE et des Nations unies. La conclusion de l'article aborde ce qui peut être fait pour tirer parti des cadres existants, de la volonté politique déclarée et de l'expertise émergente, tout en répondant aux contraintes en termes de ressources.

---

69 Les États-Unis, à eux seuls, ont détruit plus de 30 000 systèmes antiaériens portables (MANPADS) dans plus de 30 pays (dont le Burundi et le Libéria (US DOS, n.d.)).

70 Malgré les progrès accomplis, l'explosion, en mars 2021, dans un dépôt de munitions géré par l'État à Bata, en Guinée équatoriale, qui a tué plus de 300 personnes, a souligné les défis qui restent à relever dans la région. La CEEAC a élaboré un plan quinquennal de mise en œuvre de la Convention de Kinshasa avec des mesures PSSM et GAM comme pilier central (correspondance écrite avec Missak Kasongo, Chef de l'unité anti-criminalité, Secrétariat de la CEEAC, 19 avril 2021).

71 Le transfert réussi de compétences représente une réalisation remarquable digne d'être étudiée plus avant. Une telle étude devrait examiner si les POS nationales sont conformes aux normes internationales qui ont été enseignées. Cet aspect est important pour des raisons de continuité et de durabilité.

# CONCLUSIONS

## Résultats essentiels

La réponse régionale au conflit « Boko Haram » souligne à la fois la nécessité d'un soutien de l'UE, par exemple à travers la fourniture directe de matériel létal et de formation via la FEP, et une évaluation des risques inhérents à tout type d'engagement.

Les niveaux de perte de personnel en uniforme et de saisie de matériel létal dans les stocks de l'État dans la région du bassin du lac Tchad sont étonnamment élevés. En six ans (entre 2015 et 2020), le nombre de membres du personnel en uniforme travaillant au sein de la Force multinationale mixte et à ses côtés tués en raison d'« actes malveillants » est plusieurs fois supérieur au nombre de soldats qui ont servi dans le cadre d'opérations de maintien de la paix des Nations unies pendant plus de 70 ans. Des rapports suggèrent que les factions de Boko Haram ont saisi l'équipement appartenant aux contingents, qui comprend un large éventail de systèmes d'armes lourdes. Certains des véhicules blindés et des pièces d'artillerie tractée tombés aux mains de Boko Haram provenaient d'États membres de l'UE. La quantité d'armes légères et de petit calibre, dont beaucoup ont également été fabriquées en UE, est si importante qu'elle a soutenu l'insurrection pendant plus d'une décennie.

En outre, il est pratiquement certain que les rapports sous-estiment significativement l'ampleur et la portée réelles du défi. Il est apparu que la publication susmentionnée de 2015 sur les expériences d'OSP au Soudan du Sud et au Soudan avait sous-estimé le nombre d'attaques contre le personnel du secteur de la sécurité et le niveau des pertes de matériel subies au Darfour (Berman, Racovita et Schroeder, 2017, pp. 24-26) et il en va probablement de même pour cette étude sur la région du bassin du lac Tchad. Les données compilées pour cet article proviennent uniquement de sources ouvertes. Elles ne reflètent probablement que des fragments de la situation globale pour la période couverte. Et le rapport ne couvre que la période de janvier 2015 à avril 2021. Les attaques perpétrées par Boko Haram contre du personnel en uniforme entre 2011 et 2014 ont été fréquentes (selon l'outil de suivi du Nigeria Security Tracker du Conseil des Affaires étrangères, plus de 1 000 soldats nigériens, à eux seuls, ont été tués dans les États d'Adamawa, de Borno et de Yobe au cours de cette période) et ne se sont pas limitées au Nigeria. Il n'était pas possible de comptabiliser de manière exhaustive et détaillée les équipements militaires perdus par les forces de sécurité affrontant Boko Haram.

La mauvaise qualité et les quantités insuffisantes de matériel létal ont certainement eu un effet négatif sur le moral et ont contribué à des lacunes opérationnelles. Le rapport documente les cas où le manque d'armes en état de marche ou de munitions a entraîné des pertes humaines ou un abandon de poste. Les hommes et les femmes en première ligne méritent d'avoir les moyens de se défendre et d'assurer la sécurité de la population en général ainsi que de l'aide humanitaire.

Cependant, une plus grande quantité d'équipement à elle seule n'est clairement pas la réponse. Comme le démontre cet article, le manque de leadership, de formation et d'esprit de corps (en dehors d'une simple question de niveaux d'armement) explique également les défis auxquels est confronté le personnel de sécurité dans la région du bassin du lac Tchad. La situation est particulièrement grave au Nigeria. Pourtant, des pratiques d'approvisionnement corrompues et des avantages refusés aux soldats existent dans d'autres pays contributeurs de troupes à la FMM et il ne faut donc pas en faire un problème propre au Nigeria.

L'article remarque des attaques contre le personnel du secteur de la sécurité qui sert dans le cadre d'opérations de paix ou dans des zones de conflit qui ont entraîné la saisie de quantités considérables de matériel létal par des groupes armés non étatiques à l'extérieur de la région du bassin du lac Tchad. Il est clairement utile d'améliorer la sécurité du personnel non formé et de leurs EAC. Il y a lieu de le faire de manière à ne pas réduire les engagements pris dans le cadre des mandats des missions, y compris la protection de la population civile.

Une attention toute particulière a été accordée à la gestion des armes et des munitions du matériel au sein des cadres DDR ainsi qu'à l'équipement appartenant aux contingents des forces de sécurité. Toutefois, des efforts et une réflexion moins importants ont été consacrés aux initiatives de confiance et de règlement de conflits qui impliquent des aspects de GAM. Le matériel récupéré en dehors de DDR a récemment fait l'objet d'un examen plus approfondi. L'UA et les Nations unies ont toutes deux récemment créé de nouvelles politiques pour combler cette lacune. Il est trop tôt pour dire quels ont été les effets de ces initiatives. Elles méritent à la fois un soutien et une analyse plus poussée.

La situation n'est pas désespérée et la capacité d'améliorer la gestion des armes et des munitions dans le cadre des opérations de soutien de la paix existe assurément. Des cadres de contrôle des armes et de nouvelles politiques qui sont méritoires et répondent à des besoins réels sont en cours d'élaboration. Les activités ne manquent pas. Mais il existe un écart évident entre les actions et les engagements, même les engagements juridiquement contraignants. Les conventions de la CEEAC et de la CEDEAO sur les armes légères exigent que les États membres de ces organes respectifs se soumettent à des mécanismes de surveillance qui renforcent considérablement la responsabilisation ou le feraient s'ils étaient adoptés. Ces conventions ont également des implications pour les missions des Nations unies ainsi que pour la FMM dans la région du bassin du lac Tchad et la Force conjointe du G5 Sahel (G5S) (FC-G5S, la mission de lutte contre les militants actifs dans le Sahel). Les donateurs devraient tirer profit de ces dispositions et les promouvoir. Les deux conventions ne traitent pas des systèmes d'armes lourdes, qui, selon ce rapport, sont tombés aux mains de groupes armés non étatiques. Il est nécessaire d'explorer cette situation, de la comprendre et d'y remédier.

## Considérations pour que l'UE aille de l'avant

L'Union européenne peut jouer un rôle déterminant dans l'amélioration de la coordination et la promotion de la responsabilisation en matière de fourniture et d'utilisation d'équipement légal dans les opérations de paix. La Facilité européenne pour la paix offre à l'UE et à ses partenaires une plateforme et des ressources accrues pour améliorer la GAM et réduire la prolifération illicite d'armes et de systèmes d'armes conventionnelles. Cette partie suggère ce qu'il y a lieu de prendre en compte et la meilleure façon d'aller de l'avant.

L'UE peut faire beaucoup par elle-même.

**Élaborer son cadre méthodologique intégré et promouvoir la transparence :** le cadre méthodologique intégré (CMI) naissant de l'UE couvre un large éventail de préoccupations qui abordent des questions telles que l'évaluation des risques et les mécanismes de surveillance, qui auront leur importance pour faciliter la prise de décision, établir des freins et contrepoids efficaces et promouvoir la responsabilisation. Toute analyse doit avoir conscience des préoccupations et des résultats généraux d'un bénéficiaire potentiel en dehors de la zone de la mission, ainsi que des besoins et des défis propres à la mission. Le mécanisme doit veiller à ce que la fourniture d'armes ne porte pas atteinte aux embargos pertinents et les cadres de contrôle des armes doivent être encouragés. Les bénéficiaires devraient être responsables de tout le matériel reçu et accepter officiellement de ne pas entreprendre de transfert sans approbation explicite. Il faudrait également prévoir un financement pour aider à protéger les stocks. Des inspections sur place seraient recommandées. Un organisme externe assurant recherches et analyses indépendantes devrait compléter tous les processus internes. L'UE devrait rendre publiques ses décisions et sa surveillance supplémentaire et être aussi transparente que possible quant au fonctionnement interne du processus.

**En demander plus à ses partenaires :** l'UE devrait demander à ses partenaires qui entreprennent des OSP et supervisent les cadres de contrôle des armes une base de référence sur les pratiques actuelles, la mise en œuvre et les armes légères et de petit calibre que ses membres ont perdues. Il est pratiquement certain que ces auto-évaluations ne seront réalisées qu'en partie, mais même la collecte de données incomplètes donnera au partenaire, à ses États membres, à l'UE et aux autres donateurs (cf. infra) des informations importantes sur ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas et ce qui doit être prioritaire. Idéalement, cette auto-évaluation devrait être complétée par une évaluation externe afin de permettre

l'établissement d'une base plus complète, la fixation d'objectifs et le suivi des progrès. Mais une auto-évaluation représente une première étape importante. Elle aidera le secrétariat d'une organisation à évaluer le sérieux et la réactivité de ses membres et elle aidera le secrétariat de l'organisation à définir ses propres besoins et à élaborer un plan pour y répondre.

L'UE peut également contribuer à façonner les programmes internationaux et régionaux.

**L'UE devrait engager l'Union africaine à lutter contre la prolifération illicite d'EAC et à promouvoir une gestion efficace du matériel légal récupéré :** le rôle de l'UA en tant que promoteur et développeur des bonnes pratiques ainsi qu'un contrôle face à des initiatives douteuses devraient être maintenus et renforcés même si le soutien financier de l'UE n'est pas toujours acheminé par le biais de l'UA, comme ce fut le cas dans le cadre de la structure de la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique. L'UA a démontré qu'elle peut contribuer à promouvoir la transparence, les bonnes pratiques et un engagement constructif avec ses huit commissions économiques régionales, d'autres organisations régionales, et avec la société civile, sur des questions sensibles comme la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre sur le continent. L'UE, en collaboration avec d'autres donateurs importants, pourrait soutenir un atelier dirigé par l'UA sur le thème de la lutte contre la prolifération illicite d'EAC et de la promotion d'une gestion efficace du matériel légal récupéré dans le cadre d'OSP. L'atelier mobiliserait des parties prenantes appropriées, notamment des décideurs, des programmeurs, des exécutants, des bailleurs de fonds et des experts. Il partagerait des expériences pertinentes d'OSP en cours (AMISOM, Mission de la CEDEAO en Gambie, FC-G5S et FMM), encouragerait des nouvelles bonnes pratiques (y compris les nouvelles politiques de l'UA et des Nations unies concernant le matériel récupéré dans les opérations de paix) et fournirait une évaluation franche des progrès réalisés et des défis rencontrés en matière de gestion des armes légères et de petit calibre. Le rapport de l'atelier qui s'en dégagerait fournirait un inventaire précieux de ce qui a fonctionné et n'a pas fonctionné et aiderait à éclairer les investissements futurs et les prochaines étapes.

**L'UE devrait engager la CEEAC et la CEDEAO à contribuer à la mise en œuvre des articles 22 et 11 de leurs conventions respectives :** la CEDEAO et la CEEAC ont toutes deux des conventions juridiquement contraignantes sur les armes légères et de petit calibre qui sont entrées en vigueur respectivement depuis 2009 et 2017. L'UE, en collaboration avec d'autres donateurs importants, pourrait aider les secrétariats des deux organisations et leurs États membres à respecter leurs engagements existants en ce qui concerne la gestion de l'EAC et du matériel récupéré. Avant tout atelier ou toute conférence impliquant des parties prenantes appropriées telles que celles énumérées ci-dessus, l'UE, peut-être en collaboration avec la société civile, devrait engager chaque secrétariat à tirer des leçons de leurs expériences pertinentes, en accordant une attention particulière aux défis et aux structures bureaucratiques internes.

**L'UE devrait organiser un atelier et produire une étude pour faire le point sur les défis dans la région du Sahel-Afrique de l'Ouest :** les défis auxquels est confrontée la Force conjointe du Groupe des cinq pays du Sahel méritent une attention particulière.<sup>72</sup> Une étude sur la situation dans les zones d'opération de la FC-G5S semblable à l'étude de cas concernant la FMM et la région du bassin du lac Tchad dans le présent rapport serait utile. La panoplie d'acteurs bien informés sur la dynamique des conflits dans la sous-région devrait y contribuer. Cette liste inclurait l'opération Barkhane, la Task Force Takuba, la MINUSMA, la Mission de formation de l'UE (EUTM) au Mali et des partenaires fournissant une assistance bilatérale en matière de sécurité et soutenant des projets de gestion des armes et des munitions. Cette liste n'est donnée qu'à titre d'exemple et n'est pas exhaustive.

**L'UE devrait engager le cadre du Programme d'action des Nations unies (Programme d'action) sur les armes légères :** ce qui était autrefois un problème litigieux (perte d'EAC dans le cadre des missions) ou inexploré (remise en circulation du matériel récupéré dans le cadre d'OSP) est maintenant un problème courant qui a été signalé, mais qui n'a pas été entièrement exploré dans le cadre du Programme d'action. Comme indiqué ci-dessus, il est essentiel d'engager des acteurs autres que « les suspects habituels ». En

<sup>72</sup> En mai 2020, le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a signalé des attaques contre neuf bases militaires de quatre des États membres du G5S entre novembre 2019 et avril 2020, au cours desquelles plus de 300 personnes en uniforme ont été tuées (CSNU, 2020A, §§ 3-5, 12). Il importe peu de savoir si ces troupes faisaient officiellement partie de la force conjointe ou non. Cela souligne la vulnérabilité de ces troupes et de leur équipement. Dans son rapport de novembre 2020, M. Guterres remarquait que les contraintes logistiques auraient entraîné des problèmes de moral au sein des forces qui composent la mission (CSNU, 2020b, §§ 20-21).

plus de travailler avec les communautés du contrôle des armes légères et de petit calibre et des opérations de paix (qui comprennent la lutte antimines,<sup>73</sup> la réforme du secteur de la sécurité et les unités DDR), il serait utile d'organiser un événement parallèle impliquant la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT), le Département de la sécurité et de la sûreté (DSS), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) également. La plateforme UE-ONU existante destinée à partager (relever les défis) les meilleures pratiques, qui implique le Consortium de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement, peut alimenter ce processus et servir de lien avec la huitième Réunion biennale des États du Programme d'action (BMS8).

◆ ◆ ◆

En janvier 2015, des militants ont envahi l'ancien quartier général de la FMM à Baga et l'UE a été approchée pour aider à en construire un nouveau à n'Djamena. En juin 2018, des militants ont envahi le quartier général de la FC-G5S à Sévaré (dans la région de Mopti au Mali) et l'UE est intervenue pour construire un nouveau QG à Bamako. Aussi généreuse et opportune que fut cette intervention, les meilleures pratiques ne peuvent pas consister à déplacer, reconstruire, et maintenant, avec le cadre de la FEP, *réapprovisionner* les centres de commandement des OSP. Il reste beaucoup à faire pour protéger le matériel légal que les forces de sécurité qui servent dans et aux côtés de ces missions possèdent déjà. L'UE, par l'intermédiaire de la FEP, a la capacité de soutenir ses partenaires d'une manière plus avancée que ce n'était le cas auparavant. Comme le montre cet article, ces nouvelles ressources et structures peuvent être mises à profit. Pour réussir, cependant, il faut demander plus aux donateurs, aux bénéficiaires et aux partenaires que ce n'est le cas à l'heure actuelle.

---

73 Le Service d'action antimines des Nations unies (UNMAS) du Département des opérations de paix a depuis de nombreuses années entrepris des activités de gestion des armes et des munitions, de plus en plus dans le cadre des OSP.



# BIBLIOGRAPHIE

- Abada I.M., Akale C., Udegbonam K.C., Ononogbu O.A (Abada et al.), 2020. [National Interests and Regional Security in the Lake Chad: Assessing the Multinational Joint Task Force](#). The Journal of Social Science Research. Vol. 6, No. 1. 2020.
- Abdullahi M., 2020. [Nigerian Troops Suffer Heavy Losses in ISWAP Ambush](#). HumAngle. 24 March 2020.
- Abubakar A., 2018. [Hundreds of Nigerian troops missing after Boko Haram overrun base](#). AFP. 15 July 2018.
- Acharya N., Wiegink N., Idris S. 2015. [Civilian Arms Registration and Marking Handbook](#). Bonn International Center for Conversion (BICC). 2015.
- Adeshina R.A., 2002. The Reversed Victory: story of Nigerian military intervention in Sierra Leone. Ibadan: Heinemann Educational Books (Nigeria).
- Agence-France Presse (AFP), 2018. [Casualties feared after Boko Haram attack military base](#). Business Standard. 16 July 2018.
- Aksar M., 2020. [Niger lost \\$120 million in arms deals over three years: government audit](#). 27 May 2020.
- Albrecht P., Cold-Ravnikile S.M., Haugegaard R., 2017. [African Peacekeepers in Mali](#). DIIS Report 2017: 02. 2017.
- Alusala N., 2016. [Lessons from Small Arms and Weapons Control Initiatives in Africa](#). BICC Working Paper. 1/2016.
- Anyadike O., 2018. [‘Year of the Debacle’: How Nigeria Lost Its Way in the War Against Boko Haram](#). World Politics Review. 30 October 2018.
- Associated Press (AP). 2019. [EU training mission comes under attack in Mali](#). 24 February 2019.
- Berman E.G., 2000. [Le re-armement de la Sierra Leone: Un an après l'accord de paix de Lomé](#). Publication occasionnelle No. 1 Small Arms Survey. Decembre 2000.
- Berman E.G., Dube J., Green K., King B., Parker S., Wilson M. (Berman, et al.), 2014a. [Implementation in Practice: National Points of Contact in the RECSA Region](#). Small Arms Survey Issue Brief. No. 7. June 2014.
- Berman E.G., Reina P., 2014b. [Unplanned Explosions at Munitions Sites \(UEMS\): Excess Stockpiles as Liabilities rather than Assets](#). Small Arms Survey Handbook Series. June 2014.
- Berman E.G., Racovita M., 2015. [Under Attack and Above Scrutiny?: arms and ammunition diversion from peacekeepers in Sudan and South Sudan, 2002-14](#). HSBA Working Paper 37. July 2015.
- Berman E.G., Maze K., 2016. [Les organisations régionales et le Programme d'action des Nations unies sur les armes légères \(PoA\)](#). Small Arms Survey Handbook Series. Juin 2016.
- Berman E.G., Racovita M., Schroeder M. 2017., [Une difficulté de plus: Les armes et munitions perdues au cours des opérations de paix](#). Rapport Small Arms Survey. Octobre 2017.
- Berman E.G., 2019. [Au-delà des casques bleus. Pour une meilleure gestion des armes et des munitions au cours des opérations de paix non onusiennes](#). Rapport Small Arms Survey. Mars 2019.
- Besheer M., 2017. [Regional Task Force Battles Boko Haram](#). VOA News. 14 March 2017
- Bevan J., King B., 2013. [Making a Mark: Reporting on Firearms Marking in the RECSA Region](#). Small Arms Survey Special Report. April 2013.
- Bonn International Center for Conversion (BICC). 2019. [Training Programme for PSSM \ Handover to the Regional Centre on Small Arms in Nairobi, Kenya](#). BICC Press Release. 2 March 2019.
- British Broadcasting Corporation (BBC), 2015a. [Chad police killed in N'Djamena weapons raid](#). BBC News. 29 June 2015.
- British Broadcasting Corporation (BBC), 2015b. [Nigeria's Boko Haram reveals rocket-making factory](#). BBC News. 2 November 2015.
- British Broadcasting Corporation (BBC), 2020. [Nigeria's Boko Haram crisis: 'bomb on donkey' used to ambush Borno governor](#). BBC News. 28 September 2020.
- Bromley M., Dermody L., Griffiths H., Holtom P., and Jenks M., (Bromley, et al.) 2013. [Transfers of Small Arms and Light Weapons to Fragile States: Strengthening Oversight and Control](#). SIPRI Insights on Peace and Security, No. 2013/1. January 2013.
- Calibre Obscura, 2019a. [Resurgent: The Weaponry of IS West Africa](#). 20 January 2019.
- Calibre Obscura, 2019b. [Dangerous Developments: The Weaponry of IS West Africa \(Pt 2\)](#). 23 May 2019.
- Calibre Obscura, 2020. [The Weaponry of IS West Africa: Raiders in the Sahel \(Pt 3\)](#). 21 February 2020.
- Campbell J., 2021. [Nigeria Security Tracker](#). (Last updated) 2 February 2021.
- Centre for Democracy & Development (CDD), 2020. [Buhari's Corruption Fight: A Five Year Assessment, May 2020](#). CDD Report. 12 June 2020.
- Close H., and Isbister R., 2008. [Good Conduct: Ten Years of the EU Code of Conduct on Arms Transfers](#). Saferworld Report. June 2008.

- Cold-Ravnkilde S. M., Nissen C., 2020. [Schizophrenic Agendas with EU's External Actions in Mali](#). International Affairs. Volume 96, Issue 4. July 2000.
- Conflict Armament Research (CAR), 2020. [Nigeria's Herder-Farmer Conflict: Domestic, regional, and transcontinental weapon sources](#). CAR Dispatch from the Field. January 2020.
- Copeland F., 2013. [The Boko Haram Insurgency in Nigeria](#). Civil-Military Fusion Centre. February 2013.
- Cops D., 2018. [Strengthening EU arms export controls through increased information exchange](#). Flemish Peace Institute Police Brief: 01/2018. November 2018.
- Craze J., Tubiana J., Gramizzi C., 2016. [A State of Disunity: Conflict Dynamics in Unity State, South Sudan, 2013-15](#). Small Arms Survey HSBA Working Paper 42. December 2016.
- Daniel S., 2018. [Maiduguri airport mutiny: army captain and 70 others detained for trial](#). Vanguard. 3 September 2018.
- Defence Web, 2015. [Nigeria receiving T-72s and other weapons from Czech Republic](#). Defence Web. 2 February 2015.
- Demuyneck M., Mehra T., Bergema R., 2020. [The Use of Small Arms & Light Weapons by Terrorist Organisations as a Source of Finance in West Africa and the Horn of Africa](#). ICCT Situation Report. June 2020.
- Deneckere M., 2019. [The uncharted path towards a European Peace Facility](#). ECDPM Discussion Paper 248, 18 March 2019.
- Deneckere M., Neat A., Hauck V., 2020. [The future of EU security sector assistance: learning from experience](#). ECDPM Discussion Paper 271. May 2020.
- Diallo T, Diarra A., 2016. [Gunmen attack EU military mission HQ in Mali; one attacker killed](#). Reuters. 21 March 2016.
- Economic Community of Central African States (ECCAS), 2010. [Central African Convention for the Control of Small Arms and Light Weapons, their Ammunition and all Parts and Components that can be used for their Manufacture, Repair and Assembly](#). 30 April 2010.
- Economic Community of West African States (ECOWAS), 2006. [ECOWAS Convention on Small Arms and Light Weapons, their Ammunition and Other Related Materials](#). 14 June 2006.
- Elfversson E., Bromley S.L., Williams P.D., 2019. [Urban peacekeeping under siege: attacks on African Union Peacekeepers in Mogadishu, 2007-09](#). Third World Thematics: a TWQ Journal. 28 October 2019.
- Farha J., Krotz M., Mohammed E.O.A., 2019. [More Bang for Their Buck: Enhancing the Sustainability of Surplus Ammunition Destruction Programs](#). Journal of Conventional Weapons Destruction. Vol. 23, Issue 2. July 2019.
- Florquin N., Lipott S., Wairagu F., 2019. [Weapons Compass: mapping illicit small arms flows in Africa](#). Small Arms Survey Report. January 2019.
- Foucher V., 2020. [The Islamic State Franchises in Africa: lessons from Lake Chad](#). ICG Commentary. 29 October 2020.
- Furness M., Bergmann J., 2018. [A European Peace Facility Could Make a Pragmatic Contribution to Peacebuilding around the World](#). German Development Institute / Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE) Briefing Paper No. 6/2018. 2018.
- Galeazzi G., Medinilla A., Ebiede T.M., Desmidt S., (Galeazzi, et al.) 2017. [Understanding the Lake Chad Basin Commission](#). ECDPM Background Paper. March 2017.
- Global Policy Forum (GPF), n.d. [Peacekeeping Operations Expenditures and Outstanding Contributions, 1995-2017](#). n.d.
- Grane A., 2014. [The Boko Haram Warm Machine](#). Council on Foreign Relations. Africa in Transition. 8 October 2014.
- Haruna A., 2020. [Furious Borno governor accuses soldiers of extortion](#). Premium Times. 5 January 2020.
- Hauck V., 2020. [The latest on the European Peace Facility and what's in it for the African Union](#). ECDPM Briefing Note 120. September 2020.
- Hauk S., Mutschler M., 2020. [Five ways to make the European Peace Facility a role model for arms export control](#). BICC Policy Brief, 6\2020. 7 October 2020.
- Hellquist E., Sandman T., 2020. [Synergies Between Military Missions in Mali](#). Swedish Defence Research Agency (FOI). March 2020.
- Hickendorff A, Acko I., 2021. [The European Union Training Mission in the Central African Republic: an Assessment](#). SIPRI Background Paper. February 2021.
- Howe H., 1996. [Lessons of Liberia: ECOMOG and Regional Peacekeeping](#). International Security. Vol. 21, No. 3. Winter 1996/97.
- Ilo M. 2018. [Jilli attack: Nigerian Army suffer heavy casualty, 62 soldiers killed](#). ICIR. 17 July 2018.
- Integrated Regional Information Networks (IRIN), 2014. [Arms smuggling to Boko Haram threatens Cameroon](#). The New Humanitarian. 21 February 2014.
- International Crisis Group (ICG). 2003. [Rwandan Hutu Rebels in the Congo: a new approach to disarmament and reintegration](#). Africa report No. 63. 23 May 2003.
- International Crisis Group (ICG). 2010a. [The Dangers of a Fracturing Regime](#). Africa Report No. 161. 24 June 2010.

- International Crisis Group (ICG). 2010b. [Northern Nigeria: Background to Conflict](#). Africa Report No. 168. 20 December 2010.
- International Crisis Group (ICG). 2016a. [Boko Haram on the Back Foot?](#) Crisis Group Africa Briefing No. 120. 4 May 2016.
- International Crisis Group (ICG). 2016b. [Nigeria: The Challenge of Military Reform](#). Africa Report No. 237. 6 June 2016.
- International Crisis Group (ICG). 2016c. [Cameroon: Confronting Boko Haram](#). Africa Report No. 241. 16 November 2016.
- International Crisis Group (ICG). 2017a. [Niger and Boko Haram: Beyond Counter-Insurgency](#). Africa Report No. 245. 27 February 2017.
- International Crisis Group (ICG). 2017b. Crisis Watch: Cameroon. June 2017.
- International Crisis Group (ICG). 2018. [Cameroon's Far North: A New Chapter in the Fight Against Boko Haram](#). Africa Report No. 263. 14 August 2018.
- International Crisis Group (ICG). 2020. [What Role for the Multinational Joint Task Force in Fighting Boko Haram?](#) Africa Report No. 291. 7 July 2020.
- International Crisis Group (ICG). 2021. [How to Spend it: new EU Funding for African Peace and Security](#). Report No. 297/Africa. 14 January 2021.
- Isikozlu E., Krötz M., Trancart C., 2017. [Crossing the Fence: Challenges to Operationalizing PSSM](#). Journal of Conventional Weapons Destruction. Vol. 21, Issue 3. November 2017.
- Kiley S., 2014. [Nigeria's Forces Lack Hardware To Protect](#). Sky News. 14 May 2014
- Mahmood O.S., Ani N.C., 2018. [Factional Dynamics within Boko Haram](#). ISS Research Report. July 2018.
- Mangan F., Nowak M., 2019. [The West Africa-Sahel Connection: Mapping Cross-border Arms Trafficking](#). Small Arms Survey Briefing Paper. December 2019.
- Mantzikos I., 2014. [Boko Haram Attacks in Nigeria and Neighbouring Countries: A Chronology of Attacks](#). Perspectives on Terrorism, Vol. 8, Issue 6. December 2014.
- de Marie Heungoup H., 2017. [Boko Haram's shifting tactics in Cameroon: what does the data tell us?](#) Africa Research Institute. 14 February 2017.
- Martin G., 2015. [Recent Nigerian military acquisition](#). Defence Web. 30 March 2015.
- Maruf H., 2018. [Al-Shabaab Attacks EU Convoy in Mogadishu, Two Killed](#). VOA News. 1 October 2018.
- Muggah R., 2005. [Securing Haiti's Transition: Reviewing Human Insecurity and the Prospects for Disarmament, Demobilization, and Reintegration](#). Small Arms Survey Occasional Paper 14 (Update). October 2005.
- Munshi N., 2018. [Under fire: why Nigeria is struggling to defeat Boko Haram](#). Financial Times, 6 December 2018.
- Murphy D., 2014. ['Boko Haram' doesn't really mean 'Western education is a sin'](#). Christian Science Monitor. 6 May 2014.
- Netherlands Helsinki Committee (NHC). 2020. [Joint Statement: European Peace Facility: causing harm or bringing peace?](#) 18 November 2020.
- Nigerian Army School of Public Relations and Information (NASPRI). 2020. [Score Card: military neutralizes 2,403 criminals in 10 months – DHQ](#). 31 December 2020.
- Nowak M., Gsell A., 2018. [Homemade and Deadly: Craft Production of Small Arms in Nigeria](#). Small Arms Survey Briefing Paper. June 2018.
- Ogala E., Isine I., 2015. [Special Report: Inside Boko Haram's routes of death, destruction and humanitarian crises](#). Premium Times. 24 October 2015.
- Ogundipe S., 2018. [Exclusive : Untold story of Boko Haram's deadly attacks on Nigerian troops in Borno, Yobe](#). Premium Times, 19 July 2018.
- Ojo J.S., Lamidi K.O., Odewale A.D., Shiyabade B., Ihemeje G. (Ojo, et al.) 2019. [Enemy within the State : The Pathology of Boko Haram Insurgency, Military Corruption, and Fallacy of Arms Procurement in Nigeria](#). International Journal of Public Administration. 9 May 2019.
- Onuoha F.C., 2013. [Porous Borders and Boko Haram's Arms Smuggling Operations in Nigeria](#). Al Jazeera Centre for Studies. 9 September 2013.
- Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE). 2012. [OSCE Document on Small Arms and Light Weapons](#). OSCE Forum for Security Co-operation. 20 June 2012.
- Osakwe C.C.C., Audu B.J., 2017a. [Nigeria's Military Operations in the Lake Chad Basin](#). Journal of Defence Management. January 2017.
- Osakwe C.C.C., Audu B.J., 2017b. [The Nigeria Led ECOMOG Intervention and Interest in the Sierra Leone Crisis: an overview](#). Mediterranean Journal of International Studies. Vol. 8, No. 4, S1. July 2017.
- Page M.T., 2018. [A New Taxonomy for Corruption in Nigeria](#). Carnegie Endowment for International Peace. Paper. 17 July 2018
- Parkinson J., 2019. [Nigeria Buries Soldiers at Night in Secret Cemetery](#). Wall Street Journal. 31 July 2019.

- Pearson E., 2018. [Chapter 2: Wilayat Shahidat: Boko Haram, the Islamic State, and the Question of the Female Suicide Bomber](#). Boko Haram Beyond the Headlines: Analyses of Africa's Enduring Insurgencies. May 2018.
- Poitevin C., 2013. [European Initiatives to Control Small Arms and Light Weapons: Towards a More Coordinated Approach](#). SIPRI Non-Proliferation Paper No. 33. December 2013.
- Postings Robert., 2019a. [Nigeria's military struggles with Islamic State: Part 1 – an upsurge in attacks](#). The Defense Post. 15 January 2019.
- Postings Robert., 2019b. [Nigeria's military struggles with Islamic State: Part 2 – Systemic issues hamper the fight](#). The Defense Post. 25 January 2019.
- Public Broadcasting Service (PBS). n.d. [Ambush in Mogadishu: Interview, General Anthony Zinni](#). Frontline. n.d.
- Radio Télévision Suisse (RTS). 2015. [Dix membres de Boko Haram ont été fusillés au Tchad](#). 29 August 2015.
- Roggio B., Weiss C., 2018. [Shabaab attacks focus on Somali military, African Union forces](#). FDD's Long War Journal. 3 September 2018.
- Ross W., 2015. [The soldiers without enough weapons to fight jihadists](#). BBC News. 22 January 2015.
- Ross, W. 2020. [Nigeria Boko Haram: Governor says battle against militants being sabotaged](#). BBC News. 2 August 2020.
- Safeguarding Security Sector Stockpiles (S<sup>4</sup>). n.d. Data Set. (unpublished)
- Sahara Reporters. 2014. [Nigerian Troops Capture Monstrous Armoured Tank From Boko Haram Insurgents](#). Sahara Reporters. 27 September 2014.
- Sahara Reporters. 2018. [Army 'Prepares' Mutiny Charge Against Soldiers Who Fired Gunshots At Maiduguri Airport](#). Sahara Reporters. 13 August 2018.
- SB Morgen Intel (SBM). 2020. [Report on Small Arms, Mass Atrocities & Migration in Nigeria](#). SBM and Open Society Initiative for West Africa (OSIWA) Report. April 2020.
- dos Santos Cruz C.A., Phillips W.R., Cusimano S., 2017. [Improving Security of United Nations Peacekeepers: we need to change the way we are doing business](#). 19 December 2017.
- Stocker J., 2019. [Al Shabaab attacks US and European troops in Somalia's Lower Shabelle region](#). The Defense Post. 30 September 2019.
- Stoddard E., 2019. [Revolutionary Warfare? Assessing the Character of Competing Factions within the Boko Haram Insurgency](#). African Security, Vo. 12, Nos. 3-4. 2019.
- de Tessières S., 2018. [Effective Weapons and Ammunition Management in a Changing Disarmament, Demobilization, and Reintegration Context: a handbook for United Nations DDR practitioners](#). United Nations Department of Peacekeeping Operations and Office for Disarmament Affairs. January 2018.
- de Tessières S., 2021. [Effective Weapons and Ammunition Management in a Changing Disarmament, Demobilization, and Reintegration Context: a handbook for United Nations DDR practitioners, Second Edition](#). United Nations Department of Peace Operations and Office for Disarmament Affairs. 2021.
- Tardy T., 2013. [Funding Peace Operations: better value for EU money](#). European Union Institute for Security Studies. Issue Brief 38/2013. November 2013.
- United Nations General Assembly (UNGA). 2003. [Effective rates of assessment for peacekeeping, 1 January 2004 to 31 December 2006, based on the scale of assessments for the period 2004-2006 contained in the draft resolution on the scale of assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations \(A/C.5/58/L.44\) and on the provisions of the draft resolution on the scale of assessments for the apportionment of the expenses of United Nations peacekeeping operations \(A/C.5/58/L.45\)](#). A/58/157/Add.1, Annex. 17 December 2003.
- United Nations General Assembly (UNGA). 2018. [Effective rates of assessment for peacekeeping operations, 1 January 2019 to 31 December 2021, based on the scale of assessments adopted by the General Assembly in its resolution 73/271 and the composition of levels endorsed by the Assembly in its resolution 73/272](#). A/73/350/Add.1, Annex. 24 December 2018.
- United Nations Disarmament, Demobilization, and Reintegration Resource Centre (UN DDRRC). n.d. [DDR: Integrated Disarmament, Demobilization, and Reintegration Standards](#). UN DDRRC. n.d.
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UN OCHA). 2020. [Lake Chad Basin Humanitarian Snapshot](#). 23 November 2020).
- United Nations Operations and Crisis Centre (UNOCC). 2021a. [United Nations Peacekeeping: Fatalities by Year, Mission, and Incident Type \(up to 1/31/2021, 11:59:59 pm\)](#). 8 February 2021.
- United Nations Operations and Crisis Centre (UNOCC). 2021b. [United Nations Peacekeeping: Fatalities by Mission and Appointment Type \(up to 1/31/2021\)](#). 8 February 2021.
- Third United Nations Conference to Review Progress Made in the Implementation of the Programme of Action to Prevent, Combat and Eradicate the Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons in All its Aspects (UN RevCon3). 2018a. [Working Paper Submitted by the European Union: cooperation and assistance of the European Union in support of the implementation of the Programme of Action to Prevent, Combat and Eradicate the Illicit Trade in Small](#)

[Arms and Light Weapons in All its Aspects](#). A/Conf.192/2018/RC.WP.8. 20 June 2018.

- Third United Nations Conference to Review Progress Made in the Implementation of the Programme of Action to Prevent, Combat and Eradicate the Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons in All its Aspects (UN RevCon3). 2018b. [Working Paper Submitted by the European Union: joint communication to the European Parliament and the Council, elements towards an EU strategy against illicit firearms, small arms & light weapons and the ammunition “security arms, protecting citizens.”](#) A/Conf.192/2018/RC.WP.8. 21 June 2018.
- United Nations Security Council (UNSC). 1994. [Seventh Progress Report of the Secretary-General on the United Nations Observer Mission in Liberia](#). S/1994/1167. 14 October 1994.
- United Nations Security Council (UNSC). 2016. [Executive summary of the independent special investigation into the violence in Juba in 2016 and the response of the United Nations Mission in South Sudan](#). S/2016/924, Annex. 1 November 2016.
- United Nations Security Council (UNSC). 2019. [Letter dated 30 July 2019 from the Secretary-General addressed to the President of Security Council](#). S/2019/616. 1 August 2019.
- United Nations Security Council (UNSC). 2020a. [Joint Force of the Group of Five for the Sahel: Report of the Secretary-General](#). S/2020/373. 8 May 2020.
- United Nations Security Council (UNSC). 2020b. [Joint Force of the Group of Five for the Sahel: Report of the Secretary-General](#). S/2020/1074. 2 November 2020.
- United States Department of State (US DOS). n.d. [MANPADS: Combating the Threat to Civil Aviation](#). n.d.
- van der Lijn J., Smit, T., 2015. [Peacekeepers Under Threat? Fatality Trends in UN Peacekeeping](#). SIPRI Policy Brief. September 2015.
- Varisco A.E., Brockmann K., Robin L., [Post-Shipment Control Measures: European approaches to on-site inspections of exported military materiel](#). Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) Background Paper. December 2020.
- Voice of America (VOA). 2016. [Nigerian Military: Some Officers Selling Arms to Boko Haram](#). VOA News. 4 September 2016.
- Vox Peccavi. 2015. [Northern Nigeria Internal Security Sitrep—Week Ending 07 March 2015](#). Peccavi Consulting. 11 March 2015.
- Vranckx An., 2016. [Containing Diversion: Arms End-Use and Post-Delivery Controls](#). GRIP Reports 2016/4. 27 May 2016.
- Wells M., 2017. [The mixed record of UN peacekeeping in South Sudan](#). Special Feature: The Crisis in South Sudan. Humanitarian Exchange, Number 68. January 2017.
- Williams P.D., 2019. [An Update on How Many Fatalities AMISOM has Suffered](#). International Peace Institute. 10 September 2019.
- Williams P.D., 2020. [Why Kenya’s defence forces fell at the battle of El Adde](#). The Conversation. 29 October 2020.
- Williams P.D., Ali H.Y., 2020. [The European Union Training Mission in Somalia: an Assessment](#). November 2020. SIPRI Background Paper. November 2020.
- Wolf S., 2020. [Nigeria’s Super-Camps Strategy: early gains, disappointing outcomes](#). Security Praxis. 26 June 2020.
- Zenn J., 2019. [The Humanitarian Dilemma Around the Military’s “Super Camp” Strategy in Nigeria](#). Council on Foreign Relations. Africa in Transition. 5 September 2019.

*Independent research and  
capacity building for durable peace,  
sustainable development  
and human rights*

